

Mordons les chiens de garde !

Revue de presse n°32

octobre-décembre 2023

Antifascisme, antiracisme



Manouchian, grand résistant. Dessin de Siné mensuel.

Table des matières

Manouchian n'est pas un héros de « roman national ».....	3
L'extrême droite et ses votes antisociaux : 30 exemples	8
Militant·es intimidé·es et agressé·es : retour de l'extrême droite, attention danger !.....	14
Médias indés : quand l'extrême droite menace le droit à l'information	18
Humour de Politis.....	20
Gilles Perrault (1932-2023) : un homme résistant.....	21
Le modèle Meloni.....	23
WaffenKraft : les leçons de la première affaire de terrorisme d'extrême droite jugée aux assises	24
Les militaires néonazis suspendus suite aux révélations de StreetPress	27
« L'Autriche est morte, et l'Europe la regarde »	31
Le pacte Hitler-Staline du 23 août 1939 mythe et réalité.....	37

Manouchian n'est pas un héros de « roman national »



Quelques réflexions sur la campagne pour l'entrée de Missak Manouchian au Panthéon

« Missak Manouchian, à quand la patrie reconnaissante ? ». Tel est le titre d'un appel lancé, en deux temps, dans le quotidien *Libération*, en janvier et février 2022. Un appel entendu au sommet de l'État puisque le président Macron va l'annoncer ce dimanche 18 juin 2023 : Missak et Mélinée Manouchian seront panthéonisés. Le texte qui suit réagit à cette initiative, qui soulève une vraie question : celle de la « reconnaissance » d'un homme, et autour de lui d'un groupe, et d'une histoire glorieuse et trop longtemps occultée – mais le fait en des termes singulièrement inadéquats : ceux de la « patrie » et du « patriotisme ». Mieux vaut tard que jamais, dira-t-on, en termes de reconnaissance historique – et sans doute est-ce ce que se sont dit les gens très estimables qui ont soutenu cette initiative en dépit d'un comité de parrainage plus que douteux [1] et d'un argumentaire pour le moins problématique.

Le problème que pose cet argumentaire, c'est qu'il enrôle Missak Manouchian, post mortem, dans un catéchisme républicaniste et un « amour de la France » qu'aucun fait historique n'atteste, au mépris de ce que furent sa vie, ses idéaux et ses motivations réelles – qui, elles, sont établies et documentées.

Inapte historiquement, régressif même, le texte d'appel paru lundi 21 janvier 2022 dans *Libération* tente de faire revivre un mythe qu'on croyait mort et enterré grâce à six décennies de recherche historique, celui d'une France unanimement résistante :

« Il y a 78 ans mouraient donc, pour la France, pour la République, en "Français de cœur", en "Français par le sang versé", en Français par l'héroïsme et le mérite, ceux qui avaient été arrêtés par les Brigades spéciales de la préfecture de police et remis aux Allemands. Ces derniers tentèrent de les couvrir d'infamie en les réunissant sur "l'Affiche rouge" qui, au contraire, fit d'eux aux yeux des Français, des héros. »

La scandaleuse mystification qu'il y a dans ces lignes, c'est d'abord l'effacement de toute culpabilité française : cette idée grotesque, et honteusement révisionniste, selon laquelle « les Français », unanimes, ont résisté à la propagande nazie, se sont sentis solidaires des « terroristes » stigmatisés par « l'Affiche rouge », et les ont même érigés en « héros » – comme s'il n'y avait pas eu de « bons Français » attentistes, vichystes, xénophobes, antisémites, délateurs, collabos, et comme si tout ce beau monde n'était pas pour beaucoup dans le sort des déportés et des fusillés.

Il existe bien un pays occupé où ce type de résistance massive a pu exister, et où des Juifs ont pu, un peu plus, être sauvés, ce pays se nomme la Bulgarie, et non la France.

Le texte d'appel se fonde, pour affirmer que « les Français » faisaient bloc derrière le groupe Manouchian, sur une source unique et pour le moins fragile : un vers d'Aragon, dans son célèbre poème, selon lequel

« Les gens allaient sans yeux pour vous le jour durant
Mais à l'heure du couvre-feu des doigts errants
Avaient écrit sous vos photos : Morts Pour La France ».

On fera toutefois remarquer premièrement que « des doigts errants » ne sauraient représenter « les Français » dans leur totalité, et deuxièmement que, de toute façon, le récit d'Aragon résiste lui-même très mal à l'examen historique. Comme l'a rappelé Laurent Lévy :

« Il est difficile de dire si ce qu'il évoque à cet égard est un souvenir authentique, et si ces "doigts errants" ont bien existé. Mais s'il est peut-être ici fait référence à un fait réel, il est probable que la restitution qui en est faite n'est pas fidèle : en mars 1944, en effet, la revue résistante à laquelle collaborait déjà Aragon (qui en fut après-guerre le directeur), *Les Lettres Françaises*, évoquait ainsi l'affiche rouge : "Sur l'une des affiches, quelqu'un a écrit au charbon en lettres capitales ce seul mot : MARTYRS. C'est l'hommage de Paris à ceux qui se sont battus pour la liberté". Onze ans plus tard, cette expression, "martyrs", est devenue "morts pour la France" ».

L'autre mystification, c'est la manière tout aussi grossière dont toute la gloire des résistants, y compris étrangers, est symboliquement annexée à « la France », au mépris là encore de la réalité historique, au moyen de purs et simples coups de force rhétorique : la répétition, jusqu'à la nausée, des mots « France » et « Français », accolés à l'évocation du groupe Manouchian et de son héroïsme. Lesdits héros deviennent par la magie des mots des « héros français », morts « pour la France, pour la République », des « Français de cœur », des « Français par le sang versé », des « Français par l'héroïsme et le mérite », tout cela enfilé en une seule phrase, sans explication, sans qu'on sache d'où sortent ces formules dénuées de tout fondement, et d'où sort, surtout, cette essence française courageuse qui fait qu'on devient « français » dès qu'on est courageux.

Comble de l'escroquerie : en même temps qu'est fantasmatiquement « francisée » toute notion de résistance et d'héroïsme, le texte de l'appel efface toute trace de francité là où celle-ci est par contre avérée : du côté des oppresseurs et des assassins. Car, enfin : ces « Brigades spéciales » qui ont arrêté nos héros étaient françaises, la « préfecture de police » dont elles dépendaient était française, et ce sont donc des Français qui ont « remis aux Allemands » Manouchian et ses camarades.

Pour qui nous prend-on ? La vérité simple, triviale, indiscutable, est que ni Manouchian ni ses complices n'étaient français. Que, si l'on prend au sérieux leur engagement, et les traces qu'ils en ont laissé, c'est pour la liberté et non pour « la France » qu'ils sont morts. Et enfin que ce n'est pas sur d'improbables « valeurs de la République » ou de « la France des Lumières » qu'ils ont fondé leur goût de la liberté, leur soif d'égalité sociale et leur sens de la solidarité humaine, mais au nom d'un idéal communiste, ce qui était alors très sensiblement différent, et l'est toujours.

L'escroquerie confine au révisionnisme : l'enchaînement des formules « morts pour la France » et « Français de cœur », et l'usage des guillemets à chaque fois, laissent entendre que c'est ainsi que se pensaient et se présentaient Manouchian et ses camarades – et la suite du texte l'affirme même explicitement :

« La vie de cet homme debout se confondra avec le soutien aux Arméniens dévastés par le génocide, la lutte antifasciste et l'amour de la France républicaine. C'est pour elle, en le proclamant, en l'affirmant, qu'il mourra "en soldat régulier de l'armée de Libération" de ce qui était devenu son pays, sans que jamais il ne confondît le régime collaborateur de celui qui était encore le maréchal Pétain et la France née des Lumières, dont les idéaux de liberté, d'égalité et de fraternité étaient ses phares. »

« Missak Manouchian doit trouver sa place au Panthéon, pour avoir été l'un des plus beaux exemples de sacrifice, d'héroïsme, d'amour de la France, terre de liberté et d'espoir. »

« Missak Manouchian et les 22 autres condamnés du procès de l'Affiche rouge moururent, « Vingt et trois amoureux de vivre à en mourir / Vingt et trois qui criaient la France en s'abattant. »

Mais là encore, un mensonge répété, même jusqu'à la nausée, ne devient pas une vérité. Si « le soutien aux Arméniens dévastés par le génocide » et « la lutte antifasciste » sont attestés par de nombreux faits historiques bien établis, à commencer par les engagements associatifs, syndicaux et politiques de Missak Manouchian, dans la communauté arménienne et dans l'Internationale communiste, en revanche rien de tel n'existe qui puisse étayer son « amour de la France républicaine ».

Nulle part, contrairement à ce qui est écrit, Manouchian n'a « proclamé » et « affirmé » qu'il mourait « pour la France républicaine ». C'est pourtant ce qui est avancé, avec à l'appui ce semblant de preuve : une très brève citation, hors contexte, tirée de la lettre d'adieu adressée à sa femme Mélinée, où Manouchian se qualifie de « soldat régulier de l'armée française de Libération ». Or, le fait marquant, patent quand on lit attentivement (et intégralement) cette lettre, c'est précisément que Manouchian n'invoque pas une seule fois

le « patriotisme », « la France » ou « l'amour de la France » – à une époque, pourtant, où ce registre de discours est très prisé au sein de la Résistance.

Manouchian, dans sa lettre, parle de « liberté » et de « paix » entre « les peuples » :

« Je m'étais engagé dans l'Armée de la Libération en soldat volontaire et je meurs à deux doigts de la Victoire et du but. Bonheur à ceux qui vont nous survivre et goûter la douceur de la Liberté et de la Paix de demain. Je suis sûr que le peuple français et tous les combattants de la Liberté sauront honorer notre mémoire dignement. Au moment de mourir, je proclame que je n'ai aucune haine contre le peuple allemand et contre qui que ce soit, chacun aura ce qu'il méritera comme châtement et comme récompense. »

« Le peuple allemand et tous les autres peuples vivront en paix et en fraternité après la guerre qui ne durera plus longtemps. Bonheur à tous... »

Manouchian se dit engagé dans « l'armée de libération », sans l'adjectif « française ». Cet adjectif n'arrive, in extremis, qu'une seule fois, en fin de lettre, dans un contexte très particulier. Il ne s'agit plus de parler, comme il le faisait expressément au début de sa lettre, des fondements de son engagement, et de ce pour quoi il va mourir, mais de faire ses adieux à son épouse Mélinée, de lui léguer ses biens, de lui transmettre ses ultimes conseils, consignes et demandes : qu'elle vive heureuse, qu'elle se remarie, qu'elle ait un enfant comme elle le voulait... C'est dans cette perspective extrêmement pragmatique, concrète, matérielle, que Manouchian évoque pour la première fois la dimension « française » et « régulière » de son engagement :

« Tous mes biens et toutes mes affaires je les lègue à toi à ta sœur et à mes neveux. Après la guerre tu pourras faire valoir ton droit de pension de guerre en tant que ma femme, car je meurs en soldat régulier de l'armée française de la libération. »

On a bien lu : loin de toute effusion patriotique, de tout « sacrifice » pour une France adorée, le propos ici est d'assurer un avenir décent à sa future veuve. Si ces mots nous disent quelque chose du rapport de Manouchian à la France, c'est donc plutôt, me semble-t-il, ceci : qu'on a affaire à quelqu'un qui est pointilleux sur ses droits, sur ce que la France lui doit – bref : quelqu'un qui a cette « mentalité » revendicative que nos républicanistes patentés, ceux d'aujourd'hui comme ceux d'hier, ne cessent de vitupérer.

Quant à la vision sublime des vingt-trois fusillés criant « La France » en s'abattant, il s'agit, ni plus ni moins, d'une invention pure et simple d'Aragon, dont Laurent Lévy a rappelé le caractère à tous égards douteux :

« On ne saura jamais ce qu'ont vraiment dit, crié ou chanté les martyrs du "groupe des étrangers". On sait que l'ouvrier métallurgiste Jean-Pierre Timbaud est mort en criant "Vive le parti communiste allemand !" D'autres ont crié "Vive Staline !" Beaucoup "Vive la Liberté !" Certains fusillés ont bien pu crier "La France !" en s'abattant, mais s'agissant des étrangers du groupe Manouchian, compte tenu de ce que l'on sait d'eux, de leur engagement, de leurs raisons d'être, compte tenu des termes mêmes rapportés par Aragon de la lettre à Mélinée, tout porte à croire que, s'ils ont pu chanter *L'Internationale*, ce n'est pas en tant que "chanson française". »

Soyons donc clairs : non, Missak Manouchian n'était pas ce bon immigré « émancipé grâce à la République » que nous présente le premier texte d'appel à sa « panthéonisation », paru dans *Libération* le 14 janvier dernier.

Non, il n'est pas entré en résistance par « amour de la France » : il était un « bougnoule » – on disait à l'époque « métèque », ou « levantin », avec le même rictus de dégoût. Issu de cette « immigration clandestine » qui fait vos cauchemars, messieurs les panthéoniseurs.

Comme ses camarades du FTP-MOI, Manouchian était un ouvrier communiste, syndiqué à la CGT, en lutte contre le patronat, et non pas cet « Arménien industriel » qu'invente l'appel du 14 janvier, dans un sommet d'impudence, de paternalisme social et d'essentialisme racial.

Loin de la mythologique et condescendante « intégration à la française » dans laquelle on veut l'enrôler *post mortem*, Missak Manouchian était internationaliste. Il a milité en France avec les siens – sa classe, mais aussi sa communauté – et il a créé la revue Չախք (Tchank) dans sa langue d'origine. Sous l'occupation il s'est organisé en « non-mixité », sans les Français, au sein du FTP-MOI, Francs-Tireurs Partisans/Main d'Oeuvre Immigrée. Bref : tout ce que nos panthéoniseurs d'aujourd'hui vomissent, sous le nom de « mondialisme », « immigrationnisme », « gauchisme », « communautarisme » ou « séparatisme ».

Je ne suis pas contre les hommages et les lieux de mémoire – loin, très loin de là. Mais pas n'importe comment. Qu'on célèbre donc Manouchian et les siens, qu'on le fasse mille fois puisqu'ils le méritent, mais qu'on le fasse pour ce qu'ils furent vraiment – qui mérite bien plus l'hommage que ce Manouchian relooké, icône factice d'un imaginaire politique régressif et mortifère.

« Je suis sûr que le peuple français et tous les combattants de la Liberté sauront honorer notre mémoire dignement », confiait Missak Manouchian à sa femme Mélinée, dans sa lettre d'adieu. Il ne se trompait pas tout à fait : le travail d'histoire, de mémoire et d'hommage existe, de longue date, il a lui-même une histoire,

et il va se poursuivre, dans la dignité. Ici, par exemple, par la voix de Charjoum. Mais de dignité, certains récupérateurs manquent singulièrement.

Pierre TEVANIAN, 22 juin 2023

Notes

[1] Où figure en bonne place, tout de même, une autrice familière de la station d'extrême droite Radio Courtoisie, par ailleurs opposante notoire et assumée au PACS puis au mariage pour tous et à l'homoparentalité : Nathalie Heinich.

Voir aussi

- La lettre à Mélinée : <https://lmsi.net/Ma-Chere-Melinee>
- L'article de l'UJFP : : <https://ujfp.org/une-oqtf-pour-manouchian/>

<http://Manouchiann'estpasunhérosde«romannational»>

URL de cet article 38729 : <https://www.legrandsoir.info/manouchian-n-est-pas-un-heros-de-romannational.html>

Ma chère Mélinée

Une lettre importante par Missak Manouchian, 21 février 2023

Le 21 février 1944, Missak Manouchian et vingt-et-un membres de son groupe de Résistance, le FTP-MOI (Francs-Tireurs Partisans, Main d'Oeuvre Immigrée), étaient arrêtés et fusillés sur le Mont-Valérien. Olga Bancic, arrêtée elle aussi, était décapitée quelques mois plus tard. En hommage à Manouchian, à son groupe et à tou-te-s les résistant-e-s, d'hier et d'aujourd'hui, nous publions aujourd'hui la lettre d'adieux qu'il rédigea, le jour de son exécution, à sa femme Mélinée.

Ma Chère Mélinée, ma petite orpheline bien-aimée,

Dans quelques heures, je ne serai plus de ce monde. Nous allons être fusillés cet après-midi à 15 heures. Cela m'arrive comme un accident dans ma vie, je n'y crois pas mais pourtant je sais que je ne te verrai plus jamais. Que puis-je t'écrire ? Tout est confus en moi et bien clair en même temps.

Je m'étais engagé dans l'Armée de la Libération en soldat volontaire et je meurs à deux doigts de la Victoire et du but. Bonheur à ceux qui vont nous survivre et goûter la douceur de la Liberté et de la Paix de demain. Je suis sûr que le peuple français et tous les combattants de la Liberté sauront honorer notre mémoire dignement. Au moment de mourir, je proclame que je n'ai aucune haine contre le peuple allemand et contre qui que ce soit, chacun aura ce qu'il méritera comme châtiment et comme récompense.



Le peuple allemand et tous les autres peuples vivront en paix et en fraternité après la guerre qui ne durera plus longtemps. Bonheur à tous... J'ai un regret profond de ne t'avoir pas rendue heureuse, j'aurais bien voulu avoir un enfant de toi, comme tu le voulais toujours. Je te prie donc de te marier après la guerre, sans faute, et d'avoir un enfant pour mon bonheur, et pour accomplir ma dernière volonté, marie-toi avec quelqu'un qui puisse te rendre heureuse. Tous mes biens et toutes mes affaires je les lègue à toi à ta sœur et à mes neveux. Après la guerre tu pourras faire valoir ton droit de pension de guerre en tant que ma femme, car je meurs en soldat régulier de l'armée française de la libération.

Avec l'aide des amis qui voudront bien m'honorer, tu feras éditer mes poèmes et mes écrits qui valent d'être lus. Tu apporteras mes souvenirs si possible à mes parents en Arménie. Je mourrai avec mes 23 camarades tout à l'heure avec le courage et la sérénité d'un homme qui a la conscience bien tranquille, car personnellement, je n'ai fait de mal à personne et si je l'ai fait,

je l'ai fait sans haine.

Aujourd'hui, il y a du soleil. C'est en regardant le soleil et la belle nature que j'ai tant aimée que je dirai adieu à la vie et à vous tous, ma bien chère femme et mes bien chers amis. Je pardonne à tous ceux qui m'ont fait du mal ou qui ont voulu me faire du mal sauf à celui qui nous a trahis pour racheter sa peau et ceux qui nous ont vendus. Je t'embrasse bien fort ainsi que ta sœur et tous les amis qui me connaissent de loin ou de près, je vous serre tous sur mon cœur. Adieu. Ton ami, ton camarade, ton mari.

P.S. J'ai quinze mille francs dans la valise de la rue de Plaisance. Si tu peux les prendre, rends mes dettes et donne le reste à Armène.

27 février 1944, France
 Ma chère Meline, ma petite orpheline
 bien aimée. Dans quelques heures je
 ne serai plus de ce monde. On va être guillotiné
 le 28 après midi à 15 heures. Cela va arriver
 comme un accident dont on ne peut rien dire
 pas, mais pourtant, je sais que je ne te
 verrai plus jamais. Que puis-je te dire
 tout est confus en moi et bien clair en
 même temps. Je m'étais engagé dans l'exer-
 cice de la libération en soldat volontaire
 et je me suis à deux doigts de la vic-
 toire et de la mort. Bonheur à ceux qui
 vont nous survivre et goûter le
 plaisir de la liberté et de la paix de
 demain. Je suis sûr que le peuple
 français et tous les combattants de
 la liberté sauront honorer notre
 mémoire dignement. Au moment de mon
 départ je proclamais que je suis venu lutter
 contre le peuple allemand et contre que
 que ce soit. Chacun aura ce qu'il mé-
 ritera contre l'ennemi et comme nous
 rendi le peuple allemand et tous les autres
 peuples vivront en paix et en fraternité.

L'extrême droite et ses votes antisociaux : 30 exemples

Les partis d'extrême droite jouent de plus en plus la carte sociale : ils sont censés défendre le « commun des mortels » en tant qu'outsiders. Mais cette façade sociale disparaît rapidement lorsqu'on examine leur comportement politique réel.

En Belgique et dans d'autres pays d'Europe, l'extrême droite a muté et adopte un discours social ciblé sur le monde du travail. Cela fonctionne et plusieurs partis d'extrême droite deviennent dominants en Europe. À l'approche des élections belges de 2024, la présente note vise à montrer que ce discours social n'est qu'une façade et qu'ils défendent en fait un agenda défavorable aux travailleurs. Elle analyse en particulier les positions de l'extrême droite sur les salaires, les pensions et la taxation des plus fortunés.

Ci-dessous, vous trouverez une analyse des positions du Vlaams Belang, principal parti d'extrême droite en Belgique. Vous trouverez également une analyse de figures françaises (Éric Zemmour et Marine Le Pen) qui influencent le débat belge francophone, du parti wallon Chez Nous.

En filigrane, ce texte propose une stratégie de lutte contre l'extrême droite : en plus des arguments humanistes ou démocratiques contre celle-ci, il convient de mobiliser des arguments socio-économiques, car ceux-ci sont susceptibles de convaincre largement au sein du monde du travail.

Tom Van Grieken, Vlaams Belang

Le Vlaams Belang (VB) a mis un maquillage social ces dernières années. Le parti vient de loin. Il y a moins de vingt ans, un employé du Vlaams Belang confiait après une grève de la SNCB : « Les syndicats peuvent compter sur mon soutien, dans tous les cas. Si seulement je peux leur donner une petite tape dans le dos, ils n'ont qu'à me le demander. De préférence sur le bord du quai, avec le nez contre la voie »¹. Malgré le revirement social dans le discours, les positions anti travailleurs du parti sont toujours présentes. Elles se voient surtout dans les votes au Parlement.

Salaires

Le VB affirme soutenir les salaires et le pouvoir d'achat. Pourtant, en 2017, le parti a voté au Parlement fédéral pour le durcissement de loi de compétitivité. Il s'agit de la fameuse loi de 1996/2017 que les syndicats combattent et qui va geler les salaires en 2023-2024. Avant 2017, la limitation des hausses de salaire était indicative (on pouvait la dépasser). En 2017, le Parlement belge l'a rendue contraignante. Le VB a voté pour ce durcissement avec le reste de la droite². En 1996, il avait voté contre car la loi de compétitivité, car celle-ci n'allait pas assez loin (plus d'infos sur le vote de 1996 en note de bas de page³). Notons que lorsqu'il est mis sur le gril sur la question, le VB se sert de son vote « contre » en 1996 pour faire comme s'il était opposé au blocage des salaires.

Le VB affirme aussi vouloir augmenter le salaire minimum en Belgique⁴. Pourtant, quand il a eu l'occasion de voter sur le sujet dans le cadre européen, il a voté contre. En 2022, le Parlement européen a mis au vote une proposition de directive européenne sur le salaire minimum européen. Tous les partis belges ont voté pour, à l'exception de la N-VA et du Vlaams Belang⁵. Le Vlaams Belang se justifie en disant qu'il souhaite que cette compétence reste nationale⁶.

Mais cette justification n'a pas de sens. Un salaire minimum européen n'empêche pas les États de légiférer en la matière. Mais surtout, cela permet de limiter le dumping social en Europe. En particulier, en augmentant les salaires dans les pays de l'Est, cela décourage les délocalisations là-bas ou les pratiques de dumping comme l'import de travailleurs migrants temporaires (travail détaché). Ce sont deux phénomènes contre lesquels le Vlaams Belang prétend vouloir protéger les travailleurs flamands. Mais les votes de leurs députés au Parlement européen vont dans le sens contraire.

Pensions

Dans son programme de 2019, le VB se prononce en faveur d'une pension à points⁷. Il s'agit d'un mécanisme qui pénalise généralement les faibles revenus (les temps partiels notamment). Sur l'allongement de la carrière,

il est plus qu'ambigu. Il dit dans le même document : « Le Vlaams Belang veut réduire l'âge de la retraite de 67 à 65 ans » (p.63), mais aussi « Nous devons allonger les carrières [...] Des carrières moins stressantes, mais plus longues devraient être l'objectif pour maintenir notre sécurité sociale à un niveau abordable et pour donner à notre économie la main-d'œuvre dont elle a besoin. » (p.38). C'est donc en allongeant les carrières que le VB souhaite financer le coût du vieillissement, ce qui semble peu compatible avec sa volonté affichée de revenir à la retraite à 65 ans.

En matière de vote, le VB est également inconfortable sur les pensions. En 2015 a eu lieu le vote sur le passage de l'âge de la retraite de 65 à 67 ans, un des votes les plus importants de la législature. Seul un des trois députés du VB a participé au vote et a voté contre le report de l'âge de la retraite. Les deux autres députés ne sont pas venus au Parlement ce jour-là⁸. Seuls 4 autres députés sur les 150 étaient absents à la séance, mais ils avaient motivé cette absence par une raison impérieuse. En politique, l'absence à un vote crucial n'est pas un fait anodin, c'est le témoin d'un malaise profond quant au positionnement du VB sur le sujet abordé. Enfin, notons que le VB a également validé les suppléments de pension de 20 % pour les députés.

Impôts

Le VB défend principalement les entreprises en matière fiscale. Le Parlement européen a mis au vote une législation concernant l'instauration d'une liste noire des États européens qui sont des paradis fiscaux et d'un cadastre des impôts payés par les multinationales. Il s'agissait donc d'une proposition pour davantage de justice fiscale.

Le VB a voté contre un amendement visant à instaurer une taxe Corona sur les plus fortunés.

Les députés européens du Vlaams Belang ont voté contre ces mesures⁹. Ils ont également voté contre un amendement visant à instaurer une taxe Corona sur les plus fortunés¹⁰.

Social

Le VB a voté pour la chasse aux malades longue durée en 2017. La ministre Maggie De Block a déposé un projet de loi en 2017 visant à durcir les dispositions concernant les malades longue durée face au marché de l'emploi. Ce projet visait à permettre à l'employeur de licencier un malade longue durée sans indemnité de licenciement ni préavis si celui-ci est déclaré inapte par le médecin du travail. Le VB a voté pour cette réforme¹¹.

Syndicats

Le VB reste un parti antisyndical. Il s'oppose au versement des allocations de chômage par les syndicats¹². Par ailleurs, en juin 2021, il a déposé au Parlement une proposition pour donner une personnalité juridique aux syndicats (ce qui a pour conséquence majeure de les obliger à rendre publiques leurs caisses de grève, pour le plus grand bonheur des employeurs).

Éric Zemmour (Reconquête, France)

Éric Zemmour affiche une ligne d'extrême droite très libérale. Toutefois, ses propositions concernant le travail étant peu connues, il suscite l'attention de certains travailleurs.

Salaires

Au cours de la crise d'inflation qui a secoué la France en 2022, Éric Zemmour n'a pas voulu d'augmentations de salaire ni d'indexation automatique des salaires. Il a proposé une « prime zéro charge »¹³. C'est-à-dire une prime unique sans impôts ni cotisation sociale, du type la « prime Corona » ou la « prime énergie » en Belgique. À la différence près qu'en Belgique, ces primes venaient s'ajouter aux indexations des salaires, ce qui est très différent.

La proposition d'Éric Zemmour revient à acter une énorme perte de pouvoir d'achat pour les Français, car ils ne reçoivent qu'une prime « one shot » pour compenser l'inflation, et non des hausses de salaire. Par ailleurs, ce procédé réduit le financement de la sécurité sociale. La position d'Éric Zemmour en matière salariale est donc clairement désavantageuse pour les travailleurs.

Pensions

Éric Zemmour propose de relever l'âge minimum de départ à la retraite de 62 à 64 ans d'ici à 2030.¹⁴ Rappelons que les 62 ans actuels en France sont un âge minimum pour la pension, qui sera alors souvent incomplète (la pension complète étant déjà à 67 ans, comme en Belgique).

Éric Zemmour, incarnation de l'aile libérale de l'extrême droite, est favorable au relèvement de l'âge de la retraite et à l'érosion de la sécurité sociale.

Éric Zemmour est donc en faveur du relèvement de l'âge minimum de 62 à 64 ans et n'hésite pas à adopter le langage patronal en matière de retraites : « Je pense que ceux qui sont pour la retraite à 60 ans sont des irresponsables »¹⁵, « Je pense que les gens de plus de 50 ans sont trop inactifs »¹⁶.

Impôts

Éric Zemmour propose de baisser massivement les impôts des entreprises de 30 milliards d'euros¹⁷. Sa solution pour créer de l'emploi est donc de favoriser les entreprises et d'en augmenter les bénéficiaires. Il s'agit ici aussi d'une position libérale. Elle va probablement nuire aux travailleurs, car elle va réduire le financement de l'État, ce qui amènera une réduction des prestations sociales ou des services publics (pensions, remboursement maladie...).

Éric Zemmour propose également de diminuer la Contribution Sociale Généralisée (CSG), qui est l'impôt qui finance directement la sécurité sociale en France. Il propose donc de diminuer le financement de la sécurité sociale pour en faire bénéficier ceux qui payent la CSG. Parmi ces derniers, il y a certes des travailleurs (et des rentiers, des actionnaires...), mais les travailleurs seront finalement perdants en raison de la diminution du financement de la sécurité sociale.

Éric Zemmour incarne donc le visage libéral de l'extrême droite française.

Marine Le Pen (Rassemblement National, France)

Marine Le Pen a choisi de présenter un visage plus social qu'Éric Zemmour. Pourtant, quand on creuse ses propositions et ses votes, on voit qu'elle n'est pas favorable aux travailleurs.

Salaires

Le Rassemblement National (RN) affirme défendre le pouvoir d'achat. Toutefois, au cours de la crise d'inflation qui a secoué la France en 2022, Marine Le Pen s'est opposée à des augmentations de salaire brut des travailleurs. Le 20 juillet 2022 à l'Assemblée nationale, les députés du RN et les autres députés de droite ont voté contre l'augmentation du SMIC (salaire minimum en France) à 1 500 €¹⁸. Notons que le RN a voté en ce sens alors que 84 % des sympathisants RN souhaitent la hausse du SMIC¹⁹.

Marine Le Pen propose à la place d'autoriser les entreprises, sur la base du volontariat, à augmenter les salaires nets en réduisant les cotisations patronales, donc en réduisant le financement de la sécurité sociale²⁰. Il s'agit d'une augmentation du salaire direct (en poche) en diminuant le salaire indirect (sécurité sociale). Sur le long terme, les travailleurs n'y gagneraient rien puisque l'argent reçu en plus en fin du mois leur sera repris plus tard avec la réduction du financement de la sécurité sociale et donc des pensions, de la santé, etc. Il s'agit d'une proposition d'inspiration libérale.

Impôts

Le RN souhaite baisser les impôts sur les entreprises en supprimant les cotisations foncières des entreprises et les impôts de production²¹ (ce qui entraînera plus de bénéficiaires pour les entreprises). Il souhaite aussi supprimer l'impôt sur la fortune immobilière, qui s'applique aux biens supérieurs à 1,3 million d'euros. Il souhaite le compenser par un autre impôt sur la fortune financière, ce qui semble être une mesure redistributive. Mais ils souhaitent faire des exceptions de telle sorte qu'il y aura moyen d'éviter cet impôt²². Le RN souhaite aussi réduire la taxation sur l'héritage et les donations ce qui va bénéficier aux individus fortunés²³. Ils se sont également abstenus sur un vote quant au rétablissement de l'impôt sur la fortune²⁴. Dans l'ensemble, comme l'analyse un article de Challenges²⁵, leur programme fiscal est à l'avantage des plus fortunés.'

Un entretien sur France Inter est éloquent à ce sujet²⁶ :

Journaliste : « On pourrait taxer les plus riches ? »

Marine LP : « Taxer les plus riches c'est un peu vague »

Journaliste : « On taxe les entreprises ou pas ? »

Marine LP : « Le marteau n'a pas qu'un clou, des taxes, toujours des taxes »

Si le RN affiche des mesures sociales, il ne semble en tous cas pas souhaiter prélever de l'argent auprès des entreprises ou des plus fortunés pour le financer.

Lors des votes à l'Assemblée nationale, le RN s'est abstenu sur un amendement en faveur d'une imposition plus juste des multinationales. Il s'est également abstenu sur une réforme de l'impôt sur les sociétés qui favoriserait les PME, alors qu'il se prétend pourtant défenseur des PME²⁷.

Concernant une taxe sur les super dividendes, la position est ambiguë : les députés RN ont voté pour une telle taxe dans le cas français²⁸, mais contre dans le cadre européen²⁹.

Pensions

Marine Le Pen s'oppose à la réforme du gouvernement Macron visant à augmenter l'âge de départ à la retraite³⁰.

Alors que 93 % des sympathisants RN souhaitent un blocage des prix pour faire face à l'explosion des prix, Marine Le Pen a voté contre à l'Assemblée nationale.

Elle n'est pas pour autant favorable aux grévistes s'opposant à la réforme, comme elle le laisse paraître lors d'une interview sur France Inter : Auditeur : « Pourquoi ne pas utiliser la force contre ces salauds de grévistes ? » Marine Le Pen : « Vous avez parfaitement raison, à partir du moment où le blocage empêche d'accéder à l'essence, on fait débloquer par les forces de l'ordre, il y a eu des réquisitions et c'est parfaitement naturel »³¹. Même son de cloche chez Jordan Bardella, président du RN, qui se dit « pas favorable au blocage ».

Marine Le Pen est donc contre la réforme, mais sans soutenir les moyens les plus efficaces pour s'opposer à celle-ci.

Pouvoir d'achat

Alors que 93 % des sympathisants RN souhaitent un blocage des prix pour faire face à l'explosion des prix³², Marine Le Pen a voté contre à l'Assemblée nationale³³.

Évasion fiscale

Le Rassemblement National donne des avis mitigés sur le sujet. Sur 10 projets législatifs proposés, il s'est montré défavorable à la moitié (abstention ou contre). Ces propositions visaient : une meilleure coopération entre les États en matière d'impôt sur les sociétés pour éviter d'attirer les capitaux étrangers, plus de transparence pour les impôts payés par les multinationales dans chaque pays, une directive anti-blanchiment et financement du terrorisme, une harmonisation des sanctions pénales contre le blanchiment et une transparence des intermédiaires financiers³⁴.

Travail détaché

Au Parlement européen, le RN s'est majoritairement abstenu sur les propositions de réforme visant à améliorer la protection des travailleurs détachés.

Les députés ont également rejeté la création de la nouvelle autorité européenne du travail, chargée de détecter les fraudes à la mobilité des travailleurs et le socle européen des droits sociaux, qui encourage une harmonisation des règles du travail et de la protection sociale à travers le continent.

Devoir de vigilance des entreprises : le Parlement européen a approuvé le principe d'un devoir de vigilance européen : il permettra de tenir responsables les multinationales en cas de violations des droits humains ou de dommages environnementaux. Cela vaut même si ces atteintes sont commises par le biais des filiales et des sous-traitants. Le 10 mars 2021, tous les partis français ont voté pour sauf le RN qui a voté contre³⁵.

Libre-échange

Le RN affirme : « Nous volons substituer au libre-échange, destructeur pour la nature et pour les hommes, le juste échange »³⁶. Pourtant le RN est absent lors des votes sur les traités de libre-échange entre l'UE et les États-Unis³⁷.

Syndicats

L'opinion de Marine Le Pen en 2007 n'était pas favorable aux syndicats : « Les syndicalistes sont toujours ceux qui font semblant de combattre et enterrent en général les travailleurs »³⁸. A-t-elle réellement changé depuis ?

Chez Nous (Extrême droite wallonne)

Salaires

Bien que ce thème fasse l'actualité, il n'y a aucune mesure présentée sur les salaires ou des thèmes proches (la loi de 1996...) le programme³⁹ ou le site web du parti Chez nous. Ce sujet semble complètement absent de ses préoccupations.

Pensions

Cette thématique est également absente des 12 pages du programme.
Ni sur les salaires, ni sur les pensions, le Chez Nous n'a d'opinion.

Impôts

Le programme mentionne une diminution de l'impôt sur les entreprises de 25 à 22 %, ce qui revient à réduire le financement de l'État pour augmenter la marge bénéficiaire des entreprises⁴⁰. Il s'agit d'une recette d'inspiration libérale.

Chômage

Chez Nous souhaite permettre aux chômeurs de longue durée d'accomplir des travaux d'intérêt général afin d'embellir nos espaces de vie en les rétribuant sous forme de chèque-terroir. Tout chômeur peut déjà travailler gratuitement s'il le veut (bénévolat, c'est même défrayé) il va donc s'agir probablement d'une porte ouverte pour rendre une mise au travail des chômeurs obligatoire⁴¹.

Olivier MALAY + Angela DUZAN, 13 juin 2023 (site Lava)

Angela Duzan est étudiante en bioingénieur (UCL) et a effectué un stage professionnel à la CSC Alimentation et Services. Olivier Malay est docteur en économie (UCL), il enseigne l'éthique économique à Solvay et collabore au centre d'études de la centrale CSC Alimentation et services.

1. Bjorne Roose, De Morgen, 4 novembre 2005, Onthullend boek over Vlaams Belang: "partij van de rijke man" | Indymedia.be
2. <https://www.rtf.be/article/la-majorite-federale-appuyee-par-le-vlaams-belang-approuve-une-reforme-bridant-les-salaires-9550399> sur le site officiel de la Chambre p200, vote 018 : ip160.pdf (dekamer.be)
3. <https://www3.dekamer.be/digidocanha/K0106/K01060718/K01060718.PDF> , vote 119. « le Vlaams Blok n'approuvera absolument pas ce projet de loi pernicieux sur l'emploi et la compétitivité, principalement parce que cette loi ne créera pas de nouveaux emplois, qu'elle n'a même pas cette ambition, et parce que la compétitivité de nos entreprises ne sera pas du tout renforcée par cette loi. La seule chose que nous obtiendrons est une redistribution massive, générale et obligatoire du travail, rendant impossible l'embauche de jeunes à temps plein par les employeurs et obligeant autant que possible les entreprises à licencier les plus de 50 ans au moins à temps partiel. » La loi de 1996 a été mise en place pour rendre la Belgique plus compétitive, par cette citation, le Vlaams Blok précise qu'il vote contre parce que ça ne rend pas la Belgique compétitive, ça ne va pas assez loin. Il a d'ailleurs voté pour son durcissement en 2017. Rappelons que c'est cette même loi qui a fixé l'augmentation maximale des salaires de +0,4% en 2021-2022 et qui les gèle en 2023-2024.
4. Vlaams Belang wil hogere nationale minimumlonen | Vlaams Belang
5. VERSLAG over het voorstel voor een richtlijn van het Europees Parlement en de Raad betreffende toereikende minimumlonen in de Europese Unie | A9-0325/2021 | Europees parlement (europa.eu)
6. Vlaams Belang wil hogere nationale minimumlonen | Vlaams Belang
7. VB programma 2019.pdf (vlaamsbelang.org)
8. ip069.pdf (lachambre.be)
9. <https://www.rtf.be/article/paradis-fiscaux-vote-a-l-unaninite-comment-les-eurodeputes-belges-ont-ils-vote-en-matiere-de-fiscalite-10540461>
10. SÉANCE PLÉNIÈRE (dekamer.be)
11. <https://www.levif.be/belgique/desormais-les-malades-de-longue-duree-peuvent-etre-licencies-sans-frais-2/>
12. Verzuilde vakbonden krijgen weer extra geld toegestopt | Vlaams Belang
13. Éric Zemmour propose une «prime zéro charge» pour les salariés (lefigaro.fr)
14. <https://www.institutmontaigne.org/presidentielle-2022/eric-zemmour/augmenter-lage-legal-de-la-retraite-a-64-ans-et-aligner-les-differents-regimes-de-retraite/>
15. https://twitter.com/cnews/status/1613264336532676633?s=49&t=QIBf1C3iCvbHatY3epS1ag&fbclid=IwAR3HowXsmwFY7wAuAFMPb0gGzGmUoG1TZY1oykvarGO_xgiCqhPie-U5m4
16. https://twitter.com/bfmtv/status/1457323605843496961?s=49&t=QIBf1C3iCvbHatY3epS1ag&fbclid=IwAR3MpkEBeI5fPkhn-9o3CmLiQ5bOe_XuNXAog9KGGwj_-kDeFfPhz38UHM
17. <https://www.parti-reconquete.fr/programme>
18. https://datan.fr/votes/legislature-16/vote_44
19. ELABE pour BFM Business
20. <https://www.marianne.net/politique/le-pen/presidentielle-2022-marine-le-pen-une-candidate-sociale-vraiment>

21. <https://rassemblementnational.fr/22-mesures> Citation Le Pen : 2007, France-Inter
 22. Présidentielle: Les 5 cadeaux fiscaux de Marine Le Pen aux plus riches – Challenges
 23. Ibid.
 24. Vote n 325 – Amendement n 2657 – Projet de loi de finances pour 2023 – 16e législation | Datan
 25. Présidentielle: Les 5 cadeaux fiscaux de Marine Le Pen aux plus riches – Challenges
 26. https://linsoumission.fr/2023/03/09/france-inter-le-pen-arnaque-sociale/?fbclid=IwAR00ouykIWc4uJ1iqBZvMnA_fC84T95mn-M4_tnMRiZhs6pVB7GAcvRkmhw (reconstitution d’un entretien sur France Inter)
 27. https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/amendements/0273A/CION_FIN/CF825 et https://twitter.com/alma_dufour/status/1577708536821317635?s=20
 28. Vote n 269 – Amendement n 3486 – Projet de loi de finances pour 2023 – 16e législation | Datan
 29. https://linsoumission.fr/2023/03/13/bardella-rn-vote-contre-super-profits/?fbclid=IwAR34xb5asFWULMxDXzWXY983qQ75RSOZhogL4uIhsh3JU_dqfn0aju72GFhI
 30. <https://www.capital.fr/votre-retraite/marine-le-pen-precise-ceux-qui-seraient-concernes-par-une-retraite-a-60-ans-1428780>
 31. https://linsoumission.fr/2023/03/09/france-inter-le-pen-arnaque-sociale/?fbclid=IwAR00ouykIWc4uJ1iqBZvMnA_fC84T95mn-M4_tnMRiZhs6pVB7GAcvRkmhw retranscription d’un entretien sur France Inter)
 32. ELABE pour BFM Business
 33. BFMTV <https://www.dailymotion.com/video/x8a6xrn>
 34. https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2019/05/10/comment-le-rassemblement-national-vote-au-parlement-europeen_5460545_4355770.html
 35. <https://basta.media/Parlement-europeen-presidentielle2022-extreme-droite-votes-politique-sociale-multinationales-levee-des-brevets>
 36. https://twitter.com/action_insoumis/status/1131986871108755456?s=49&t=QIBf1C3iCvbHatY3epS1ag&fbclid=IwAR0KCGS5WaXSAjwo2w6xH4NN-wfrRNVY8onWueKZA1GKqVJcReuXGAXHYqw
 37. [https://www2.assemblee-nationale.fr/scrutins/detail/\(legislature\)/14/\(num\)/802](https://www2.assemblee-nationale.fr/scrutins/detail/(legislature)/14/(num)/802)
 38. Citation Le Pen : 2007, France-Inter
 39. https://www.cheznous.be/more/2021/05/Programme-Chez-Nous-MP2_compressed.pdf
 40. https://www.cheznous.be/more/2021/05/Programme-Chez-Nous-MP2_compressed.pdf
 41. https://www.cheznous.be/more/2021/05/Programme-Chez-Nous-MP2_compressed.pdf
- https://lavamedia.be/fr/lextr me-droite-et-ses-votes-antisociaux-30-exemples/?utm_campaign=National%20newsletter&utm_medium=email&_hsmi=72944095&_hsenc=p2ANqtz-8GbIcHL3qFfE0kajlLQw-nbgL53EItGm6Sz6-BWEwYpYt67fxe2mEUYCX5dymQHAJcpq0jrR7iyN8xLMuUZ_50gCK5A&utm_content=72944095&utm_source=hs_email

Militantes intimidées et agressées : retour de l'extrême droite, attention danger !

Lors d'une réunion à Vie Féminine au mois d'avril dernier, axelle apprend que des militantes féministes ont été verbalement agressées lors d'activités réalisées à Mons. Des groupes identitaires et d'extrême droite les mettent constamment sous pression. Lors de leurs manifestations publiques – comme le 8 mars, Journée internationale des droits des femmes ou le 21 mars, Journée internationale de lutte contre le racisme... –, de petits groupes d'hommes hostiles sont présents. Ils crient des slogans, des insultes, les filment et partagent les vidéos en direct sur les réseaux sociaux... D'autres militant·es, ailleurs dans le pays, témoignent aussi d'intimidations et de menaces. Après la publication, dans le numéro de juillet-août, d'une enquête internationale sur les féminicides politiques, nous savons que le danger est grand. Nous plongeons donc dans la récolte de témoignages, dans le visionnage de vidéos de certains de ces groupes et dans les entretiens avec des expert·es, avec deux questions en tête : est-ce que l'extrême droite retrouve de la vigueur en Wallonie ? La réponse est oui. Et vise-t-elle spécifiquement les féministes, les militant·es queers ou antiracistes ? Oui.



Marche féministe lesbienne et antifasciste contre l'extrême droite et pour les droits des personnes LGBT (Paris, 23 avril 2022). © Anna Margueritat / Hans Lucas via AFP

Cécile Rugira est responsable régionale de Vie Féminine Centr'Hainaut. Elle et son équipe ont été témoins et victimes de plusieurs moments d'intimidation de la part de membres de groupes d'extrême droite*. « Le 8 mars, à Mons, nous réalisons une manifestation dans l'espace public. Ils sont venus à notre événement. Ils avaient des drapeaux et ils ont scandé des slogans sexistes, ils nous ont insultées. » Les hommes arborent des drapeaux et des symboles d'extrême droite. Les militantes les ignorent et continuent leur manifestation. Mais, comme le raconte Cécile Rugira, elles ont été filmées, photographiées... « C'est comme si nous étions fichées par ces gens ! »

C'est comme si c'était normal qu'ils aient été là.

Quelques jours plus tard, les groupes d'extrême droite tiennent une réunion publique à Cuesmes. Vie Féminine et d'autres organisations antifascistes organisent alors un rassemblement de protestation et interpellent le bourgmestre, qui délègue des forces de l'ordre pour mettre un terme à la réunion publique. Cécile Rugira raconte : « La police est venue, mais elle n'a pas été assez ferme avec eux. C'est comme si c'était normal qu'ils aient été là, face à nous. Certaines d'entre nous ont donc expliqué aux policiers que ce n'était pas normal, qu'ils n'avaient pas à nous traiter de la même façon qu'eux. »

Des femmes d'autres régions de Vie Féminine témoignent également d'intimidations, racontent avoir découvert des affiches menaçantes placardées sur la vitrine de leur local...

Quelques semaines après les événements de Mons, c'est l'agression physique d'un jeune homme lors d'une manifestation antiraciste qui décide Vie Féminine Centr'Hainaut et une vingtaine d'autres associations – MOC, organisations actives pour les droits humains, syndicats... – à se rassembler en une plateforme « Mons antifasciste ». La plateforme a porté une motion à la ville de Mons pour qu'elle se revendique « ville antifasciste », comme c'est le cas de Charleroi (depuis janvier 2023) et de Liège (depuis mai 2023).

Lectures publiques menacées

L'émergence de groupes identitaires met aussi d'autres associations en danger. « Unique en son genre » en fait partie. Cette association liégeoise LGBTQIA+ propose des lectures drag queens ou kings dans les écoles, dans les bibliothèques et dans d'autres lieux culturels. Ces lectures sont une occasion pour le monde drag de venir à la rencontre du jeune public. L'idée est de visibiliser la culture drag, mais aussi de casser les stéréotypes homophobes, transphobes et misogynes qui peuvent l'entourer. En avril dernier, une lecture est organisée dans une bibliothèque de La Louvière. Mais quelques jours avant l'événement, l'équipe constate qu'elle est la cible de militant·es anti-LGBTQIA+ sur les réseaux sociaux. Ces personnes appellent au rassemblement pour empêcher cette lecture, « pour le bien des enfants »¹.

Le jour de la lecture, iels étaient 9 devant la bibliothèque !

Sébastien Hanesse est l'un des organisateurs d'Unique en son genre. Il raconte : « Nous avons déjà eu des attaques sur les réseaux sociaux mais pour la première fois, à La Louvière, des personnes étaient présentes physiquement pour protester contre la lecture prévue. Ce qui m'a le plus choqué, c'est lorsque nous sommes arrivés avec les enfants et la bibliothécaire. Iels avaient placardé des messages sur les vitres : "Aujourd'hui des drag queens, demain des pédophiles" et "Ils ont remplacé nos grands-mères par des drag". Le jour de la lecture, iels étaient 9 devant la bibliothèque ! Leurs messages étaient violents mais, contrairement à ce qui se passe en France ou aux États-Unis, iels n'ont pas été violents physiquement, heureusement.

Désormais, à chaque lecture, nous constatons qu'il y a des appels à la manifestation émanant de groupes clairement proches de l'extrême droite. La chance que nous avons, c'est que nous recevons énormément de soutien. Des personnes viennent des quatre coins de la Belgique pour nous écouter. Et ça, c'est fort et puissant. C'est ça qui nous permet de continuer. »

* Nous avons décidé de ne pas les nommer afin de ne pas leur faire de publicité et pour respecter le « cordon sanitaire » que les médias francophones ont instauré contre l'extrême droite.

Un retour de l'extrême droite en Wallonie ?

Les groupes identitaires sont donc de retour en Wallonie... jusqu'ici préservée ? Il y a bien eu des tentatives de lancement de partis d'extrême droite, mais elles étaient restées infructueuses. Actuellement, ces groupes se sentent assez légitimes pour occuper l'espace public, intimider des associations, commettre des tags anti-avortement sur les murs de l'UCLouvain – en mai 2023... Nous avons questionné deux spécialistes : Benjamin Biard, politologue au CRISP (Centre de recherche et d'information socio-politiques) et Julien Paulus, chercheur au centre d'études des Territoires de la Mémoire, association liégeoise luttant pour la mémoire de la Shoah et contre les dangers de l'extrême droite.

Voit-on selon vous une montée des partis d'extrême droite et des groupes identitaires en Wallonie ?

Je pense que le terreau est prêt pour revoir l'extrême droite en Wallonie.

Benjamin Biard : Oui, clairement. Je pense que le terreau est prêt pour revoir l'extrême droite en Wallonie. Aujourd'hui, nous avons d'une part des prétendants, certains de ces groupes se déclarent être des partis et vont tenter leur chance lors des élections communales de 2024. Et de l'autre côté, il y a une demande électorale.

Ce qui semble assez clair, c'est que ces personnes ont compris que, quand on étudie les attitudes électorales en Flandre et en Wallonie, elles sont assez similaires. Immigration, emploi, respect de la « culture wallonne ou belge », sécurité... Mais aussi en termes de « désaffection démocratique ». Les Wallons et les Flamands partagent aujourd'hui les mêmes préoccupations. Comme en Flandre, ces personnes constituent donc un terreau pour voter pour une formation politique qui se distinguerait des autres sur ces dossiers-là.

Julien Paulus : L'émergence des réseaux sociaux est désormais un outil à part entière de communication politique. L'extrême droite a très rapidement identifié tout le potentiel qu'elle pouvait tirer de ce style de

¹ Je doute que ce soit une bonne idée d'aller dans les écoles pour expliquer ce que sont les drag queens, etc. MN

communication « directe » vers l'électeur. Cela lui permet de relativiser quelque peu la difficulté pour elle d'accéder aux médias traditionnels, et peut constituer un véritable tremplin de visibilité. Il faut donc, selon moi, relativiser la notion de « retour ». En réalité, les mouvements que nous observons aujourd'hui sont, soit déjà anciens, soit des reconfigurations de formations plus anciennes qui resurgissent sous de nouveaux avatars.

Julien Paulus continue : La Wallonie constitue en Europe ce que l'on pourrait appeler une « anomalie politique » dès qu'il s'agit de l'extrême droite. Le vote contestataire tend à se porter davantage sur la gauche de l'échiquier politique, avec un parti comme le PTB. La vigilance reste cependant indispensable pour deux raisons. La première, c'est que l'histoire, même si elle fait de la Wallonie une terre antifasciste historique, peut changer à tout moment. Le danger de voir émerger un parti correctement structuré et doté de l'une ou l'autre personnalité charismatique ne peut pas être écarté.

La seconde raison, plus compliquée et plus insidieuse, est liée au fait que le combat ne se mène pas seulement sur le terrain politique, mais aussi – et surtout – dans le champ des idées. Certains intellectuels, par un travail de diffusion long, tenace et efficace, ont contribué à faciliter l'implantation dans le discours politique mainstream de thèmes tels que l'immigration, la préservation de notre culture, mais aussi à opérer le détournement et la manipulation de valeurs progressistes comme la laïcité ou le féminisme à des fins de combat identitaire.

La jeunesse, clé de leur succès ?

Les réseaux sociaux sont donc un terrain de chasse pour ces groupes identitaires. Pour menacer, attaquer ou faire pression sur les militant·es progressistes, mais aussi pour recruter. « *Les dernières élections remontent à 2019. Ce qui veut dire qu'il y a beaucoup de primo-votants qui vont être sur le "marché électoral", explique Benjamin Biard. L'extrême droite entend les mobiliser, les recruter. Notamment parce qu'elle sait que cette classe d'âge est traditionnellement assez perméable aux idées anti-establishment. Les jeunes ont donc plus tendance à voter pour des partis qui prônent le changement, que ce soit à l'extrême droite ou à l'extrême gauche.* »

Nous avons également contacté plusieurs groupes étudiants, notamment le cercle féministe de l'ULiège. Elles confirment qu'à Liège aussi, les groupes identitaires sont de retour, jusque dans l'université. Un constat également tiré par Benjamin Biard, qui enseigne aussi à l'université de Mons : « *Ils sont de plus en plus présents dans les universités et dans les hautes écoles. C'est notamment le cas à Mons, à La Louvière ou à Liège. Ils dénoncent la gauche, et même ce qu'ils appellent "le terrorisme d'extrême gauche" dans les universités. Ils collent des affiches, déposent des flyers...* » Les membres de certains groupes sont souvent présents lors de débats politiques pour interpellier les académiques et appeler les étudiant·es à rejoindre leur mouvement.

Quels risques pour les droits des femmes et des minorités ?

Des intimidations sur des militantes féministes, au moins une agression physique sur un militant antiraciste, des pressions pour faire annuler des lectures drag, des vidéos sur les réseaux sociaux évoquant « *nos valeurs* », « *notre culture* », appelant à « *détruire l'idéologie woke* » : autant de signaux d'alerte pour les défenseurs/euses des droits des femmes et des minorités. Toutes les personnes interrogées dans notre article (militant·es, mais aussi hommes et femmes politiques de droite et de gauche ne souhaitant pas être cité·es) nous ont confié avoir peur des élections de 2024. Pour creuser le sujet, nous avons interrogé Julie Ricard, spécialiste de la question au service pédagogique des Territoires de la Mémoire.

Les thématiques que ces groupes ciblent sont les causes progressistes (ou « woke », comme ils aiment les appeler). Comment l'expliquez-vous ?

« Tout d'abord, la pensée d'extrême droite a toujours rejeté tout ce qui peut venir remettre en question les frontières d'un ordre qu'elle considère comme naturel, immuable et nécessaire. Les causes progressistes, quelles qu'elles soient, expriment un souhait de changement, de remise en question, de réorganisation sociale, etc. C'est absolument inadmissible pour une pensée d'extrême droite qui défend un "ordre établi" basé sur une hiérarchie, une organisation, et validé par un concept supérieur (la "Nature", la "race", Dieu...). D'où l'importance d'une frontière bien visible, et surtout bien imperméable entre "eux" et "nous", entre le "semblable" et le "différent".

S'attaquer aux minorités est une tendance habituelle pour l'extrême droite.

Ensuite, les causes progressistes portent les revendications et les points de vue de groupes minorisés. Or s'attaquer aux minorités est une tendance habituelle pour l'extrême droite, en particulier si ces minorités se mettent à réclamer le respect de leurs droits. Enfin, il peut s'agir aussi d'une stratégie de communication

politique, dans la mesure où le sujet est “facile” d’un point de vue électoral, parce que déjà très présent dans l’actualité et dans les médias. »

Qu’est-ce que ce genre de parti véhicule comme idées sur les femmes et leurs droits ?

« D’une manière générale, l’extrême droite véhicule une vision essentialiste et sexiste des hommes et des femmes. Elle prône par exemple la défense de la famille nucléaire traditionnelle, dernier rempart face au déclin de la civilisation judéo-chrétienne.

Cette approche s’incarne par exemple dans des propositions politiques natalistes, en faveur du développement de la “communauté nationale” – par opposition à l’immigration – et touchant par essence prioritairement les femmes : pénalisation ou restriction de l’accès à l’avortement, restriction au niveau de l’accès à la PMA, allongement du congé maternité qui éloigne les femmes des sphères publiques, création d’un “revenu maternel”... Certaines de ces propositions, comme la création d’un revenu maternel, peuvent paraître séduisantes en période de crise, mais elles ont surtout pour finalité de ramener la femme à un rôle perçu comme plus traditionnel : mère, femme au foyer, etc. »

Est-ce qu’on doit avoir peur pour les droits des femmes ? Et pour les groupes minorisés ?

L’extrême droite est certainement une menace pour les droits des femmes, mais elle n’est clairement pas la seule.

« L’enjeu des droits des femmes dépasse de beaucoup la seule question de l’extrême droite. Malheureusement, il n’est pas forcément nécessaire d’avoir une extrême droite très développée pour qu’il y ait un risque. De nombreux travaux sociologiques illustrent bien le fait que le statut des femmes est le premier à se détériorer en cas de crise importante dans la société. Ce fut encore le cas lors de la pandémie et des différents confinements. L’extrême droite est certainement une menace pour les droits des femmes, mais elle n’est clairement pas la seule. D’une manière générale, la précarisation touche davantage et prioritairement les femmes et d’autres groupes minorisés. »

Maité WARLAND, septembre-octobre 2023 (Axelle)

Tribune 27 mai 2023

Médias indés : quand l'extrême droite menace le droit à l'information

Le Syndicat de la Presse Pas Pareille alerte sur la montée des agressions et menaces venues de l'extrême droite nationaliste, et sur les risques que cela fait peser sur le travail des médias et journalistes indépendants visés par ces intimidations. L'impunité et l'aveuglement doivent cesser. Faute de quoi il sera très vite trop tard pour freiner la résistible ascension du fascisme qui vient.



SPPP - Syndicat de la Presse Pas Pareille
Syndicat de lutte pour la presse libre

Tandis que les « bons clients » des médias dominants arpentent les plateaux pour crier au monde les dangers que font peser sur lui le péril gauchiss' et son lot terrifiant de soulèvement de terre, de petite sirène Noire et de cancel-mais-en-fait-non de Johnny Depp, les groupuscules de l'extrême-droite nationaliste⁽¹⁾, qui professent l'action violente au service d'une idéologie xénophobe inspirée par le fascisme et le nazisme, prospèrent.

Ces mouvements, répertoriés par le collectif antifasciste la Horde, sont plus d'une centaine. Certains d'entre eux ont récemment défilé, en toute impunité, à Paris et à Annecy. Comme l'a rapporté *Mediapart* en avril dernier, « depuis la candidature Zemmour, la violence d'extrême droite se déchaîne sur les universités » : « Tags racistes et xénophobes, menaces de mort, guet-apens et agressions d'étudiants... Des groupuscules [...] sévissent de plus en plus souvent aux abords des facs, voire à l'intérieur ». Dans les rues, à Lyon, à Brest, partout, les agressions se multiplient. Yannick Morez, maire de Saint-Brevin-les-Pins, a dû démissionner suite à des attaques liées à sa politique en faveur des personnes migrantes. De nombreux spectacles, conférences, rencontres, sont prises pour cible.

Les personnes racisées et/ou LGBT+ et les militant·e·s antiracistes sont évidemment, hélas, les plus concerné·e·s par ce déferlement de violence. Mais les journalistes indépendant·e·s que nous sommes – a fortiori quand nous appartenons aux catégories précédemment citées – en font également, et parfois brutalement, les frais.

Lors du défilé néo-nazi du 6 mai, le photographe de *Mediapart* a fait l'objet d'intimidations. Notre ami Alexander Samuel, lanceur d'alerte à l'origine des révélations sur le concert qui a suivi la manifestation, à Saint-Cyr, a également reçu des pressions. Insultes à caractère homophobe, avertissements à propos de « *balle dans la tête* », de « *bombe dans la rédaction* » : en février dernier, l'hebdo indépendant Breton *Le Poher*, qui avait rendu compte de la situation d'un village des Côtes-d'Armor où l'extrême droite s'oppose avec brutalité à l'accueil de réfugiés, a reçu de multiples menaces de morts. Plus récemment, suite à une enquête sur l'extrême-droite de Clermont-Ferrand, *Mediacoop*, qui a diffusé l'article, a lui aussi été menacé, et un camarade journaliste a vu son adresse et des données personnelles « fuiter » sur les réseaux de ces groupuscules. Elle est depuis sous protection.

Et rien ne va en s'améliorant. En ces heures où nombreux sont ceux, au pouvoir et dans les médias dominants, à juger plus dangereux le Black Bloc, les casserolades, les antifas et la NUPES que les nazis, et où la porte-parole d'un collectif – Némésis – ouvertement xénophobe peut venir causer politique avec un homme – Morandini – condamné pour « *corruption de mineurs* » sur la chaîne – Cnews – d'un milliardaire d'extrême-droite – Bolloré – accusé de corruption, le Syndicat de la Presse Pas Pareille juge donc urgent d'alerter sur les risques que ce contexte délétère fait peser sur notre métier, notamment dans le cadre de nos investigations.

La liberté d'informer est de plus en plus empêchée par les intimidations venues de l'extrême-droite. Et cependant, comme nous l'a rapporté une camarade ayant été confrontée à ces menaces, « *la police m'a indiqué que le journaliste n'était pas une personne à protéger en priorité dans le code pénal. Intimider ou menacer un magistrat, les forces de l'ordre ou un élu de la république est pénalement répréhensible. Nous concernant, rien n'est écrit* ».

Journalistes indépendants, libertaires, antiracistes, antifascistes, nous ne céderons jamais devant aucune agression ni aucune intimidation de l'extrême-droite nationaliste, et nous savons hélas à quoi nous en tenir avec un gouvernement qui a déjà fait part de sa passion autant pour la liberté de la presse que pour la lutte contre cette extrême-droite. Néanmoins, nous jugeons vital que le grand public soit tenu au courant des graves dangers qui pèsent sur ce service public indispensable qu'est le journalisme indépendant, et espérons que le pouvoir, plutôt que la nourrir, finisse par réaliser l'ampleur de cette menace. Et prenne des mesures qui aillent enfin dans le sens de la protection des cibles de ces groupuscules.

La dissolution de ces derniers, qui a lieu de temps à autre, n'est qu'un cache-misère qui ne les a jamais empêchés de se reformer ensuite, parfois plus virulents encore. La solution n'est donc pas forcément là. Selon nous, acteurs et actrices des médias, rien ne se fera sans une conscience claire et affirmée *qu'il n'y aura jamais aucune équivalence entre fascisme et antifascisme*, contrairement à ce que certains aimeraient nous faire croire. Ni sans l'application d'un cordon sanitaire dans l'espace médiatique, qui verrait par exemple l'ARCOM – ou une structure démocratique et populaire spécialement créée pour l'occasion – *faire enfin respecter l'interdiction de tout discours de haine, de toute xénophobie, de toute apologie de la discrimination dans un débat public qui en est aujourd'hui saturé* – avec les conséquences que l'on sait.

L'impunité et l'aveuglement doivent cesser. Faute de quoi il sera très vite trop tard pour freiner la résistible ascension du fascisme qui vient.

LES MÉDIAS MEMBRES DU SYNDICAT DE LA PRESSE PAS PAREILLE (SPPP)

Qui sommes-nous ? Le SPPP est un collectif de médias indépendants (Mouais, l'Empaillé, No Go Zone, l'Age de Faire, Le Chiffon, Primitivi...) dont l'initiative est issue des Assises intergalactiques de la presse libre, et dont l'assemblée constituante a eu lieu ce samedi 15 avril 2023 à Paris. Il se veut être « un syndicat de lutte pour la presse libre », et ouvert à tout média solidaire des luttes pour l'émancipation et indépendant de tout parti et/ou groupe financier. Pour plus de détails : syndicatsppp@protonmail.com.

(1) Nous n'utilisons sciemment pas le terme « ultra-droite », qui est celui des services de renseignement.

Carhaix : l'hebdomadaire Le Poher évacué après une alerte à la bombe

Les salariés de l'hebdomadaire Le Poher ont été évacués de leurs locaux de Carhaix lundi 20 février 2023 après une alerte à la bombe. L'hebdomadaire a déjà fait l'objet de menaces ces trois dernières semaines.

Engagé, il devient la cible de l'extrême droite : « Ce qui est attaqué, ce sont les idées que je porte »

ANTIFASCISME 4 janvier 2022 / par Pierre Jouquier-Zalc

FRANCE PARTI PRIS

Les journalistes face à l'extrême droite : les déplorables effets du laisser-faire macroniste

Les attaques subies par des journalistes, dont l'une des nôtres, de la part de sympathisants d'extrême droite : intolérables. Le chef de l'État, tout à sa préoccupation d'être réélu, doit prendre la mesure du danger qui nous guette à quelques mois de la présidentielle.

StreetPress AB 01 v. Carhaix Poher
18 novembre 2021 à 17h35



Quand l'extrême droite s'attaque aux médias locaux

Accueil > Médias télé

Le site d'information StreetPress victime d'intimidations de la part de l'extrême droite

<https://blogs.mediapart.fr/sppp-syndicat-de-la-presse-pas-pareille/blog/270523/medias-indes-quand-l-extreme-droite-menace-le-droit-l-information>

Humour de Politis



Gilles Perrault (1932-2023) : un homme résistant



© Photo : Fabienne Muche Waxin

Le journaliste et écrivain Gilles Perrault en tête d'une manifestation contre l'extrême droite, dans les années 1990, avec le réseau Ras l'front. © Photo : Fabienne Muche Waxin, republiée sur RésistanceS, avec son aimable autorisation.

Ce jeudi, l'écrivain, journaliste et militant antifasciste est décédé chez lui, dans le nord de la France, à l'âge de 92 ans. Gilles Perrault est l'auteur de très nombreux livres d'enquêtes journalistiques et historiques de référence. Notamment du livre *L'Orchestre rouge*, consacré à l'histoire héroïque de ce réseau communiste de renseignement antinazi, actif durant la Deuxième Guerre mondiale. Une organisation clandestine dirigée à partir de Bruxelles par le militant juif polonais Léopold Trepper.

Gilles Perrault est aussi l'auteur d'*Un homme à part*, la biographie d'Henri Curiel, juif d'Égypte réfugié en France qui dirigera dans les années 1970, le réseau Solidarité, une organisation internationale clandestine de soutien aux mouvements de libération nationale, et qui fut assassiné à Paris en 1978. De son réseau est née *Article.31*, une revue d'investigation journalistique contre l'extrême droite (sur celle-ci lire RésistanceS du 10 juillet 2016, via lien ci-dessous).

En 1990, Gilles Perrault a été l'un des initiateurs de Ras l'front, le réseau militant de lutte contre l'extrême droite qui s'est souvent confronté sur le terrain aux nerfs de Jean-Marie Le Pen.

En 2014, avec d'autres journalistes d'investigation, dont l'Allemand Günter Wallraff, auteur de *Tête de Turc*, des professeurs d'universités, des spécialistes de la déontologie journaliste, Gilles Perrault avait signé l'Appel de soutien à Manuel Abramowicz et Julien Maquestiau dans un procès intenté par l'un des dirigeants du Front National belge de l'époque contre eux, à la suite d'une enquête d'investigation publiée par RésistanceS sur l'utilisation de Facebook à des fins de propagande et de recrutement par l'extrême droite.

RÉSISTANCES | Observatoire belge de l'extrême droite, 3 août 2023

Henri Curiel & l'engagement militant

**Projection-débat
proposée par**
RésistanceS.be

avec la présence exceptionnelle de **Sylvie Braibant**
coenquêtrice du livre *Un Homme à part* (de Gilles Perrault) et nièce d'Henri Curiel

Union des progressistes juifs de Belgique
61 rue de la Victoire 1060 Bruxelles

Vendredi 14 novembre 2008
20 h 30

Folders de promotion pour une soirée-débat organisée par RésistanceS en 2008.

Affaire Facebook / RésistanceS.be

Plus de **100**
personnalités
belges, françaises et
allemandes **soutiennent ...**



SUITE A UNE PLAINTÉ déposée par un dirigeant d'extrême droite contre **Manuel Abramowicz** et **Julien Maquestiau** du web-journal *RésistanceS.be*, des journalistes, des rédacteurs en chef, des professeurs d'universités, des écrivains, des artistes... leur apportent leur soutien. Parmi eux : l'écrivain français **Gilles Perrault** et l'Allemand **Günter Wallraff**, la référence internationale en matière de **journalisme d'investigation undercover**.

DEPUIS SA CREATION en 1997, le web-journal *RésistanceS.be* (www.resistances.be) est la cible de l'extrême droite. **Informé** sur cette dernière est un engagement à risque. **Nous le savons, l'avons pris et le**

contre nous a été déposée par un certain Georges-Pierre Tonnelier, un des dirigeants de l'ancien **Front national** belge de Daniel Féret. **Notre dossier de défense est solide.** Nous affronterons l'extrême droite devant le

**Nous soutenons
Manuel Abramowicz
& Julien Maquestiau**

ILS ONT SIGNE L'APPEL DE SOUTIEN ...

... Günter **Wallraff**, journaliste d'investigation allemand, **Gilles Perrault**, écrivain français, Olivier **Basille**, directeur belge de **Reporters sans frontières**, **Luc Delfosse**, rédacteur en chef adjoint du quotidien *Le Soir* de 2001 à 2010, **Dorothee Klein**, ancienne rédactrice en chef du *Vif/Express*, **Georges Timmermans**, rédacteur en chef du site d'investigation *Apache.be*, les journalistes **Jean-Claude Defossé** (ex-RTBF), **Josy Dubié** (ex-RTBF et service média des Nations Unies), **Jean-Pierre Borloo** (ex-*Le Soir*), **Eddy Gaekelberghs** (RTBF), **Olivier Bailly** (journaliste *free-lance*), **Abel Mestre** et **Caroline Monnot** (coanimateurs du blog « Droites extrêmes » et journalistes au quotidien français *Le Monde*), **Marc Lits**, professeur à l'Ecole de journalisme de l'Université catholique de Louvain-la-Neuve - **UCL**, **Simon-Pierre De Coster**, professeur de droit et de déontologie des médias à l'Institut des hautes études des communications sociales - **IHECS**, les professeurs de l'Université Libre de Bruxelles - **ULB Annemie Schaus**, **Jean-Michel Dewael**, **Andrea Rea** et **Jean Vogel**, les professeurs de l'Université de Liège - **ULg Marco Martiniello** et **Marc Jacquemain**, le président du cercle étudiant du **Libre examen** de **ULB Ludovic Sutter**, **Sarah Les Écrivains Unis**

Tract du comité de soutien à RésistanceS 2014.

Le modèle Meloni

Oubliés, les tumultes de l'été dernier. Mme Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, menaçait alors les Italiens de représailles s'ils portaient au pouvoir Mme Giorgia Meloni. Désormais, les deux dirigeantes, l'une de droite, l'autre d'extrême droite, s'affichent tout sourire devant les photographes, échangent des amabilités sur les réseaux sociaux et partent en voyage ensemble en Tunisie. La présidente du conseil italienne, que l'on disait « populiste », « illibérale » et « postfasciste », est devenue en quelques mois une partenaire sérieuse et raisonnable.

Mme Meloni a vite compris la recette pour opérer cette métamorphose. Sitôt installée au palais Chigi, elle a concocté un budget de rigueur, taillé dans les dépenses sociales et mis en sourdine ses critiques contre le carcan de Bruxelles – autant d'impératifs pour obtenir la manne du plan de relance (191 milliards d'euros d'ici 2026). Elle a affirmé son attachement à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), réclamé des sanctions plus drastiques contre Moscou, des armes plus sophistiquées pour Kiev. Bref, elle s'est fondue dans le discours dominant. « *Il n'y a pas plus militante pour l'Europe et pour l'euro que Giorgia Meloni* », applaudit l'essayiste français Alain Minc (FigaroVox, 8 juin 2023). « *Aujourd'hui, elle défend Kiev avec passion dans tous ses discours. On ne l'entend plus critiquer ni l'Union européenne ni l'OTAN. En quelques mois, elle s'est débarrassée de son image extrémiste* », exulte le politologue libéral Dominique Reynié (Le Figaro, 11 juin 2023).

Ainsi se gagne le brevet européen de respectabilité. L'impétrant doit respecter deux valeurs cardinales : l'austérité et l'atlantisme. Une fois ces conditions remplies, Mme Meloni peut multiplier les propos xénophobes, stigmatiser les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et trans (LGBT), agiter le fantasme du « grand remplacement », restreindre l'accès à l'avortement, tenter de modifier la Constitution dans un sens autoritaire, mettre au pas les médias, verrouiller les institutions culturelles. Et les portes lui restent grandes ouvertes. À Paris, où elle a été reçue chaleureusement le 20 juin dernier par le président français, la rencontre, assure l'Élysée, « *a permis de créer des convergences* ».

Le modèle Meloni, nationaliste bien qu'étant européen et atlantiste, essaime à travers le continent depuis l'agression russe contre l'Ukraine. Forte de ses succès électoraux, l'extrême droite dirige déjà plusieurs pays en coalition avec les conservateurs – l'Italie, la Suède, la Finlande, peut-être bientôt l'Espagne. Ces alliances ne suscitent plus d'émoi particulier.

En 2000, quand des ministres d'extrême droite sont entrés au gouvernement autrichien, les quatorze autres États de l'Union avaient suspendu tout contact bilatéral officiel avec Vienne et réduit les échanges diplomatiques aux seuls sujets techniques. La présidente du Parlement de Strasbourg, affiliée au Parti populaire européen (PPE), avait même annoncé qu'elle ne mettrait plus les pieds en Autriche tant que l'extrême droite serait au pouvoir. Depuis octobre 2022, l'actuel chef du PPE, M. Manfred Weber, s'est rendu cinq fois à Rome pour courtiser Mme Meloni, une alliée de taille en vue des élections européennes de 2024. Radicalisation de la droite sur l'immigration ; droitisation de l'extrême droite sur l'économie et la politique étrangère : ainsi se dessine le visage de la nouvelle Europe...

Benoît BRÉVILLE (Monde diplomatique, juin 2023)

WaffenKraft : les leçons de la première affaire de terrorisme d'extrême droite jugée aux assises

Vendredi 30 juin, l'ancien gendarme adjoint, Alexandre G. a été condamné à 18 ans de prison avec une période de sûreté des deux tiers. La plus grosse peine prononcée pour une association de malfaiteurs terroriste en lien avec l'extrême droite. Son idéologie et sa haine, comme chez ses coaccusés, se nourrissent du pourrissement du débat actuel et l'éclairent d'une lumière crue.

« Vous êtes face à une sorte de jihad. Un jihad nouveau. Un white jihad » – jihad blanc, a clamé l'avocat général du parquet national antiterroriste lors de son réquisitoire jeudi 29 juin, après dix jours de débats devant la cour d'assises de Paris, lors du procès de l'affaire dite « WaffenKraft ». Une première pour une association de malfaiteurs terroriste en lien avec l'extrême droite. Quatre jeunes néonazis étaient ainsi jugés du 19 au 30 juin accusés d'avoir voulu commettre des attentats. Le principal accusé, Alexandre G. ancien gendarme adjoint a écopé de 18 ans de prison assortis d'une période de sûreté des deux tiers. Il a dix jours pour faire appel. La cour d'assises de Paris a cependant été plus clément avec les coaccusés dont les peines les exemptent d'une incarcération. Mais au cours de ces dix jours de débats, a émergé la réalité d'une violence terroriste largement alimentée par le débat public et la banalisation des rhétoriques d'extrême droite.

À 22 ans au moment des faits (2017-2018), Alexandre G. dit s'être radicalisé sur internet après les attentats jihadistes de 2015 sur les forums « d'ultra-droite » où s'échangent sans modération propos racistes, haine anti-immigrés, antisémitisme décomplexé. À grands coups d'humour potache, de récupération de faits divers choisis – devenue la spécialité de l'extrême droite – et de culte viriliste, la haine se nourrie. « Je me suis enfermé dans ma bulle. J'ai fait un amalgame entre musulmans et terroristes. C'est la haine le moteur de tout ça. J'en voulais à l'État que je trouvais trop laxiste. Quand on est radicalisé c'est difficile d'en sortir », reconnaît-il aujourd'hui. Devant le magistrat instructeur, le gendarme admet qu'ainsi, les musulmans et les manifestants de gauche sont devenus ses « ennemis ». C'est notamment ceux-là, qu'il cible dans ses deux manifestes terroristes que Politis a pu consulter.

Dans ces documents retrouvés sur son ordinateur lors de la perquisition, il détaille les méthodes pour faire un « maximum de morts » et annonce les raisons de son passage à l'acte. Dans « tactiques et opérations de guérilla », Alexandre G. reconnaît avoir copié-collé les techniques d'attaques diffusées par la propagande jihadiste dont il est fasciné. Il y dévoile trois cibles : la gare de Sevran-Beaudottes (93) – quartier populaire de banlieue parisienne – qu'il imagine attaquer par « explosion », la mosquée Omar et le PCF par « fusillade ». Il évoque aussi une attaque « dans une cité sensible réputée pour faire régner la terreur et où la police s'y aventure que très rarement, de ce fait vous avez 90 % de chance de ne pas croiser la police ce qui en fera un avantage énorme. Allez de rue en rue et fusillez les cafards là où vous les trouverez. » Peut-on lire. La mention étant accompagnée d'une photo devant illustrer lesdits « cafards ».

Une rhétorique visant les habitants des quartiers populaires, qui n'est pas sans éclairer d'une lumière crue un communiqué officiel de deux syndicats de policiers majoritaires diffusé le 30 juin à l'occasion des violences urbaines déclenchées par la mort du jeune Nahel sous les balles d'un policier. Dans ce communiqué, les syndicats de police annoncent être « en guerre » et que l'heure est « au combat contre ces "nuisibles" », définis comme « des hordes sauvages ». En parallèle, des politiques définissent, sans ambages, un lien de cause à effet direct entre origines immigrées et violences urbaines. Le discours de l'« ultra-droite » se trouve ainsi largement validé par des organisations ou personnalités pourtant considérées comme « républicaines ». Si dans son réquisitoire définitif le parquet national antiterroriste s'alarme d'une « surreprésentation des membres ou anciens membres des forces armées et de sécurité intérieure au sein de l'ultra-droite », il note aussi que « la centralité des thèses soutenues par l'extrême droite au sein du débat public tend à légitimer celles promues par l'ultra-droite. » La mécanique qui aboutit à l'engagement de ces jeunes dans une spirale terroriste est ainsi indissociable de l'état du débat public en France.



Extrait du manifeste d'Alexandre G. Les visages ont été anonymisés par nos soins.

Les fruits de haine

Ainsi la généralisation des discours contre les immigrés et la préservation d'une identité française fantasmée comme chrétienne, blanche et épurée d'éléments allogènes portent ses fruits de haine au cœur des groupuscules violents. « *Je n'aime pas le concept de multiculturalisme. Comme beaucoup de gens j'estimais qu'il ne fallait pas se laisser submerger par des immigrations non européennes* », explique Alexandre G. à la barre, abreuvé de la *théorie dangereuse* du grand remplacement reprise par des personnalités politiques comme Valérie Pécresse ou Éric Ciotti et qui sert de ferment aux discours néonazis. Pour Evandre A. l'intellectuel du groupe, « *c'est Alain Soral qui a banalisé ces idées. Puis, l'alt-right américaine a présenté ça comme quelque chose de scientifique et plus seulement idéologique et c'est plus dur à remettre en question. Du coup, je me suis mis à lire de la littérature néonazie. J'étais favorable aux thèses eugénistes, opposé aux mariages mixtes pour la stérilisation des personnes handicapées et l'évaluation de ceux qui avaient le droit de se reproduire, liste-t-il. Cela dit, mes idées n'étaient pas si incompatibles avec la société française : en 2017, M. Fillon avait suggéré des quotas d'immigration en fonction de la nationalité d'origine et de mon point de vue, c'est satisfaisant* »

Pour moi, il fallait séparer les races sinon, il y aurait des conflits.

Condamné à cinq ans de prison dont trois avec sursis, il réfléchit avec son avocate, M^e Olivia Ronen, à faire appel. Celle-ci avait en effet demandé une exemption de peine pour son client car Evandre A. avait prévenu les autorités avant l'ouverture de l'enquête judiciaire contre le gendarme. Le 10 août 2018, il a en effet appelé la gendarmerie pour faire part de son inquiétude face à l'éventualité d'une attaque terroriste d'Alexandre G. « *Je voulais endoctriner les gens avec l'esthétique de la violence mais j'étais contre le terrorisme, c'est contreproductif et ça ferait reculer l'extrême droite en France* », déclare à la barre celui pour qui « *sans race, pas de société. Pour moi, il fallait séparer les races sinon, il y aurait des conflits.* »

C'est aussi ce que pensait Julien, mineur au moment des faits. Devant le magistrat, il préfère se considérer comme « racaliste » – comme la plupart des personnes accusées de terrorisme en lien avec l'extrême droite qui réfute le terme raciste. « *Je ne vais pas dire « nègre » ou dire que le jaune est plus intelligent que nous. Je vais plutôt dire que nous sommes différents. La race est une réalité génétique et culturelle* », a-t-il déclaré. « *Le nazisme permet, par la promotion d'une identité d'un peuple supérieur aux autres, de conforter son besoin de remettre en question le système démocratique français* », pense l'éducatrice de la protection judiciaire de la jeunesse qui l'a suivi au début de son contrôle judiciaire. Pour le psychiatre, « *sa crainte de ne pas exister en tant qu'ethnie est en réalité une crainte de ne pas exister en tant que personne.* »

« Je ne souhaite la mort de personne, mais après... »

Abreuvé de la théorie du grand remplacement, le petit groupe va naturellement *diriger sa haine* non plus seulement contre les immigrés, mais aussi contre les groupes vus comme responsables et « *puissants* » : les institutions, les journalistes et les Juifs. « *Je suivais les instructions d'Anders Breivik qui dit qu'il faut s'en prendre aux puissants*, a déclaré Alexandre G. à la barre. *Quand on est nazi, on pense que ce sont les Juifs qui contrôlent.* »

Julien ne dit rien de moins devant la section de recherche de la gendarmerie qui l'interroge après son arrestation : « *Il serait illogique de dire qu'il faut tuer Mamadou parce qu'il est là. Mamadou, il n'y est pour rien. C'est le système qui les a fait venir-là qui est en cause.* » Puis, devant le magistrat : « *je ne souhaite la mort de personne mais après... il y a comme un truc qui s'est fait au milieu du Moyen Âge avec les bons chrétiens qui ne devaient pas manier l'argent. Du coup ce sont les juifs qui se sont retrouvés, et encore aujourd'hui, à des postes importants. Pour moi, ces postes importants sont censés représenter notre pays et je trouve ça étrange que ce ne soit pas des Français de souche.* » (sic)

Quoi de plus « naturel » alors que de cibler le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) ? Dans le second document terroriste de l'ancien gendarme, nommée « *opération croisée – communiqué de guerre* », celui-ci fait aussi une liste détaillée de cibles de puissant et de traîtres. Des députés européens, de gauche comme Yannick Jadot ou de droite, comme Brice Hortefeux, mais aussi une liste de journalistes qualifiés de « *féminazies* » – terme péjoratif pour désigner des féministes. Deux d'entre eux sont issus de notre rédaction. Ces noms semblent avoir été copiés de listes diffusées sur les réseaux sociaux. Un procédé que l'on retrouve dans l'affaire FRDeter, du nom de ce groupe Télégram sur lequel des militants d'ultra-droite faisaient part de leur volonté d'actions violentes.

Julien a été condamné à cinq ans de prison dont trois avec sursis. À l'annonce de sa peine, qui lui évite un passage par la case détention, le jeune homme s'est effondré en larmes dans les bras de son avocate, M^e Modestie Corde. « *Je suis contente que la Cour ait pu prendre la mesure de la gravité des faits reprochés, tout en tenant compte de la personnalité « cabossée » de Julien, a réagi son avocate auprès de Politis. La détention aurait été contre-productive car cela l'aurait replongé dans un milieu violent. Julien a pleinement pris conscience de la gravité des faits reprochés et de la « relative » clémence de la peine.* » Après le verdict, le jeune homme est allé spontanément à la rencontre des parties civiles et notamment de M^e Ilana Soskin, avocate de la Licra, association antiraciste que Julien avait visée dans un échange de SMS sur lequel il disait « *go les incendier* ». Auprès de M^e Soskin, Julien s'est excusé. « *Il m'a remercié d'avoir été là pendant les quinze jours de son procès. Il m'est apparu sincère et je dois avouer que ça m'a beaucoup touchée* », raconte-t-elle. Une lueur d'espoir dans le sombre tunnel que nous traversons ?

Nadia SWEENY, 7 juillet 2023 (Politis)



Ils devraient être expulsés de l'institution

Les militaires néonazis suspendus suite aux révélations de StreetPress

Suite aux révélations de StreetPress, l'armée a suspendu les deux militaires qui affichaient leur néonazisme sur les réseaux sociaux. Ils ont « reconnu les faits » et devraient être expulsés de la Grande Muette.

L'armée n'aura pas mis longtemps avant d'agir. À peine plus de 24h après la publication de l'enquête de StreetPress sur les deux militaires néonazis engagés au sein du 35e régiment d'infanterie de Belfort (90), l'armée les a suspendu a appris France 3 Franche-Comté.

Selon le média, les deux militaires ont été reçus « le soir même » par le commandement du régiment. « Ils ont reconnu les faits », a indiqué la capitaine Aurélie Cosson, officier communication de la 7e brigade blindée – dont dépend le 35e RI. Les deux bidasses, Lukas C. et Raphaël G., étaient engagés dans l'armée depuis un an. Ils attendent leur « *expulsion de l'institution* », écrit France 3 Franche-Comté.



Sur son compte Instagram, Lukas C. multiplie les stories et les propos néonazis et suprémacistes. À droite, il fait sur la photo un salut de Kühnen, une variante à trois doigts du salut nazi, son comparse fait directement l'hitlérien. / Crédits : DR

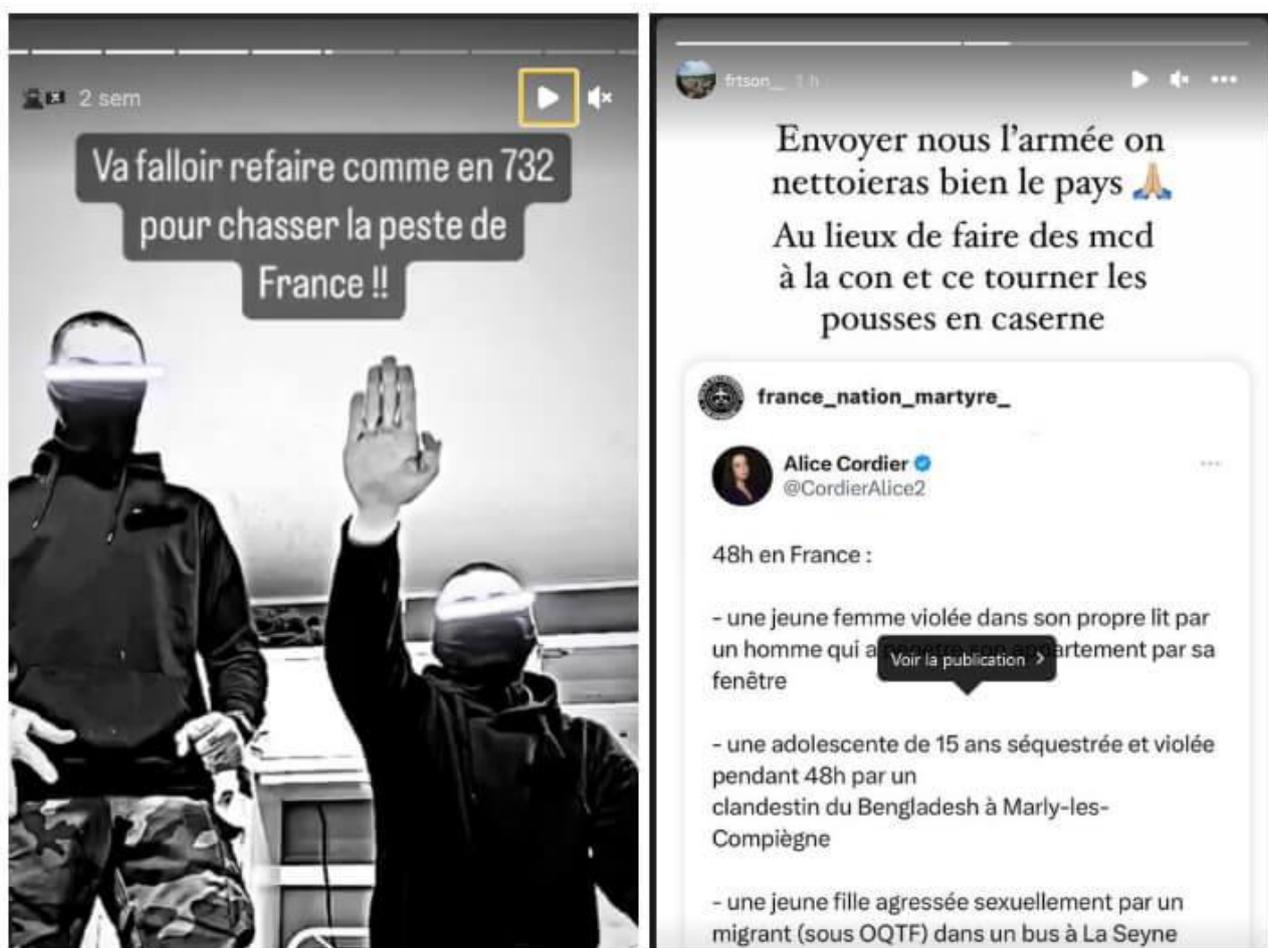


À gauche, la story éphémère de Lukas C. où il pose avec trois hommes devant le drapeau de l'Allemagne nazie – en gommant la croix gammée. À droite, la photo non-censurée. / Crédits : DR

Une expulsion dans les trois mois ?

Sur ses réseaux sociaux, Lukas C. a depuis des mois multiplié les publications suprémacistes et néonazies, s'affichant par exemple avec un *drapeau nazi* ou appelant à « *nettoyer le pays* » des étrangers. Raphaël G., lui, a par exemple posé avec un slogan suprémaciste américain. Les deux sont membres des Vandal Besak, un groupuscule d'extrême droite violent de Besançon, et ont participé à l'attaque d'un pompier dans les rues bisontines le 17 mars dernier.

Avant la publication de l'enquête, l'armée avait répondu à StreetPress que lorsque « des faits de la sorte sont avérés, un conseil d'enquête se réunit rapidement et prononce la résiliation du contrat dans un délai de trois mois (procédure normale hors période probatoire) ». C'est la procédure qui semble avoir été enclenchée.



Lukas C. aime faire des références à la bataille de Poitiers en 732 – où le chef franc Charles Martel a vaincu l'armée omeyyade. Début août, il est encore plus direct suite à un tweet d'Alice Cordier, leader de Nemesis, où il demande à « nettoyer le pays » et critique les missions de l'armée. / Crédits : DR



L'acronyme « WBS », avec lequel pose Raphaël G., signifie White Boy Summer, un slogan suprémaciste américain en vogue depuis quelques années. / Crédits : DR

Christophe-Cécil Garnier, 07/09/2023

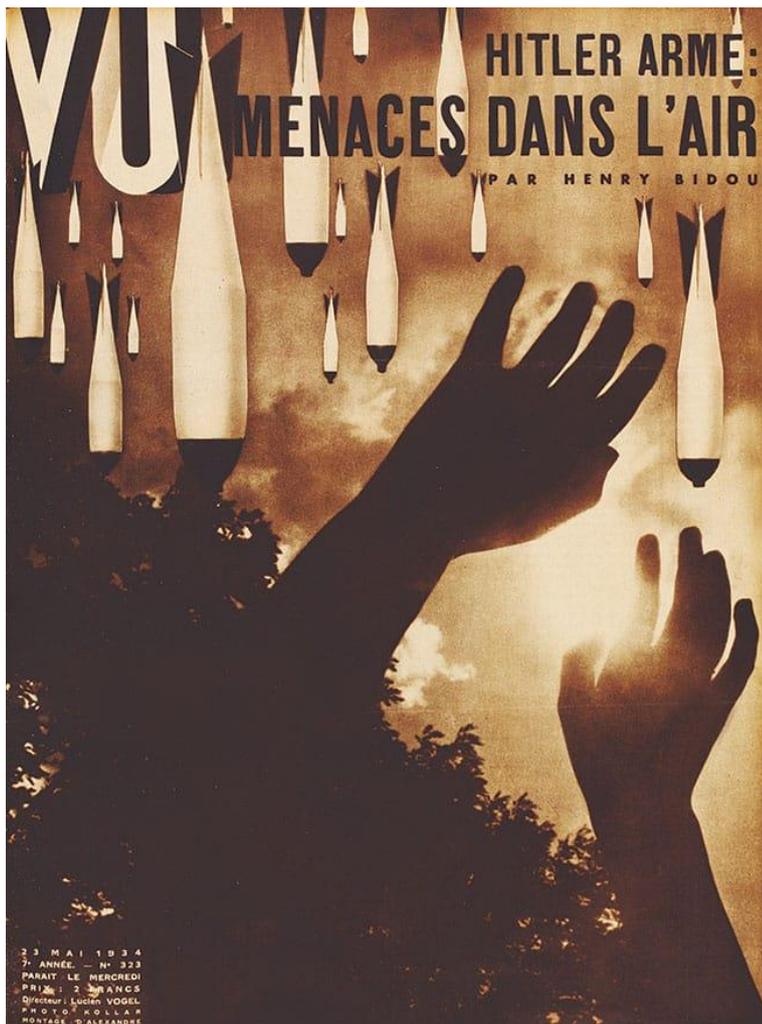
Illustration de Une par Caroline Varon.

<https://www.streetpress.com/sujet/1694096841-militaires-neonazis-armee-suspendus-revelations-streetpress>

L'Anschluss vu par les correspondants de la presse française

« L'Autriche est morte, et l'Europe la regarde »

En septembre 1938, au moment des accords de Munich, comment pouvait-on encore imaginer que l'Allemagne interromprait ses conquêtes et que la paix serait sauvée ? L'Autriche était tombée comme un fruit mûr en mars, les nazis tchécoslovaques présentèrent un ultimatum à leur gouvernement dès le mois suivant. Des journalistes français sur place comprirent alors que la guerre avait commencé.



Couverture du magazine « Vu » du 23 mai 1934. Photographie de François Kollar et montage d'Alexandre Liberman. © RMN - Gestion droit d'auteurs François Kollar

« Au moment où nous mettons sous presse, on nous téléphone de Vienne que le chancelier Schuschnigg est parti. (...) Dans la rue, on ne voit plus que des nazis. (...) Les Allemands ont donc la partie belle en Autriche. Celle-ci s'abandonne définitivement. » L'information s'affole en ce mois de mars 1938, et Geneviève Tabouis, chroniqueuse diplomatique du quotidien libéral de gauche *L'Œuvre*, en fait tâter le pouls à son lecteur. Le 11 mars, le national-socialiste Arthur Seyss-Inquart est devenu chancelier, en remplacement de Kurt von Schuschnigg, contraint de démissionner. Le 12 dans l'après-midi, Adolf Hitler entrera à Linz (Haute-Autriche). L'Anschluss sera proclamé le 14, à Vienne. Des reportrices françaises sont alors en Autriche, envoyées spéciales de leurs organes respectifs. L'une d'elles, Madeleine Jacob, a quitté il y a peu le terrain de la guerre d'Espagne. Elle connaît l'Autriche, pour y avoir couvert en février 1934, dans l'hebdomadaire illustré *Vu*, la destruction de Vienne la Rouge (1). Cette fois-ci, c'est pour *Messidor*, l'hebdomadaire de la Confédération

générale du travail (CGT), qu'elle officie. Elle y retrouve l'ancien directeur de Vu, Lucien Vogel, maître de la mise en pages et de l'usage de la photographie. L'œil est capté par celle qui orne la « une » de ce premier numéro du 18 mars 1938, et qui renforce le titre du reportage : « J'ai vu mourir l'Autriche ».

Madeleine Jacob montre la rapidité avec laquelle l'empreinte nazie s'est imposée dans certaines villes du pays. Avant l'Anschluss, elle s'était rendue à Graz (Styrie) : « Dès la sortie de la gare, on ne pouvait plus compter les croix gammées qui fleurissaient les boutonnières. » La reportrice éprouvait la sensation de pénétrer dans un décor, tant tout y était parfaitement orchestré sous la bannière du chef hitlérien et de ses adeptes : « Dans les boutiques, on vous accueillait par le salut nazi : "Heil Hitler". On vendait des brochures nazies, les cartes postales ou les croix gammées étincelaient dans le ciel au-dessus des "vues générales de la ville". Le portrait de Hitler s'étalait en broches, en épingles de cravate, dans les boîtiers de montres, sur les tramways. »

« Un air de servilité, un sourire d'extase »

Son pied à peine posé sur le tarmac de l'aéroport de Vienne le 13 mars, une autre reportrice se cogne à cette soudaine métamorphose. La célèbre Andrée Viollis ressent un « terrible choc » devant ce qui l'environne, ces « deux cents avions à croix gammée », ces « généraux en uniforme de parade, insolemment cambrés, monocle à l'œil », ces « troupes en feldgrau, massées à l'entrée, l'arme au pied ». Elle écrit ici dans *Vendredi*, l'hebdomadaire « littéraire et politique » dont elle est codirectrice, le triumvirat à sa tête représentant les trois tendances (communiste, socialiste, radicale) de la coalition du Front populaire – lequel rend son dernier souffle. Mais en fait elle est envoyée en Europe centrale pendant un mois par le quotidien *Ce soir*, créé en mars 1937 par le Parti communiste français (PCF) pour concurrencer le *Paris-Soir* de l'industriel Jean Prouvost, et dirigé par les journalistes-écrivains Louis Aragon et Jean-Richard Bloch.

En quelques heures, Vienne vit au rythme des retraites aux flambeaux, manifestations de force rituelles des nazis déjà observées en 1935 par Madeleine Jacob et ses confrères lors du plébiscite sarrois (2). Dans l'organe de la Ligue contre l'antisémitisme (LICA), *Le Droit de vivre*, l'écrivain autrichien Walter Mehring témoigne de l'ambiance crépusculaire régnant dans Vienne : « Des retraites aux flambeaux interminables, formées par les nazis, mobilisés déjà dès le matin, de toute la province, déferlent sur le Ring (les grands boulevards). »

Les lumières du triomphe hitlérien ne sont que le prélude d'un vil théâtre auquel les reportrices vont assister. Dans *Vendredi*, Andrée Viollis observe, avec une sidération exaspérée, l'« asservissement à plat ventre d'un peuple (...) ; les milliers de pas d'une foule molle et lâche foulant, effaçant sur les trottoirs les inscriptions à la craie qui, l'avant-veille, exaltaient l'Autriche libre ». Dans *Ce soir*, elle décrit, abasourdie : « Il faut voir avec quel air de servilité, quel sourire d'extase certains civils se précipitent au passage des gardes, se mettent au garde-à-vous, exécutent un salut militaire qui est un chef-d'œuvre. »

L'hebdomadaire d'extrême droite antisémite *Je suis partout* s'inquiète, quant à lui, de la « ferveur extraordinaire avec laquelle la jeunesse autrichienne a embrassé l'idéologie hitlérienne », par la voix de son commentateur François Dature : « Si on laisse plus longtemps à Hitler le monopole – et le bénéfice – de poser et de résoudre la question juive, la jeunesse européenne ne se contentera pas d'être fasciste. Elle deviendra hitlérienne. »

Madeleine Jacob est frappée par cette population qui « hurle », Andrée Viollis par « tant de cris, d'acclamations hystériques ». La première use de la métaphore de la « folie », devenue « maîtresse de la rue ». La seconde s'empare de celle de la maladie : « Les rues sont infestées de soldats et d'officiers allemands. » Deux métaphores typiques du discours intellectuel pour traduire la métamorphose d'une population qui ne s'appartient plus.

Mais les deux reportrices évoquent aussi des Autrichiens qui ne se soumettent pas à l'« esclavage ». Madeleine Jacob mentionne « les sanglots étouffés derrière les fenêtres des maisons, (...) les larmes de ceux qui se sauvaient sur le passage des cortèges en folie, parce qu'ils ne pouvaient pas voir "ça". Larmes de honteuse douleur ». Andrée Viollis « pense aux véritables patriotes qui, le soir, derrière leurs fenêtres closes, étouffaient leurs vaines révoltes et leur honte ». Chez les journalistes de la gauche française, l'emploi du terme « honte » révèle l'anéantissement des idéaux universels de la France, le bannissement des droits de l'homme. Dans quelques jours, ils le convoqueront pour condamner les décrets-lois Daladier sur les étrangers. Différence entre ceux-ci et leurs homologues autrichiens : les Français peuvent encore dénoncer, protester ; les seconds risquent leur vie. Se terrer, tel est leur seul horizon ; éliminer toute trace les reliant à un hier politique désormais proscrit, leur unique perspective.



Couverture de l'hebdomadaire « Messidor » du 18 mars 1938
 © RMN - Gestion droit d'auteurs François Kollar

Madeleine Jacob sillonne Vienne. « *Chez les communistes, on déchire le matériel de propagande qu'on brûle dans les poêles. (...) Chez des journalistes libéraux, nous brûlons des papiers. (...) Chez des monarchistes, chez des dames chrétiennes, on brûle des papiers. Il n'y a pas une famille viennoise antinazie où l'on ne brûle et ne déchire.* » Parfois, la journaliste militante aide à préparer des valises. Pour certains de ces antifascistes, la fuite est la seule voie envisageable. « *Plusieurs de mes amis sont déjà arrêtés* », précise-t-elle. Le 18 mars, Andrée Viollis conclut son dernier reportage à Vienne par ce constat définitif : « *Il est temps de quitter cette ville charmante désormais empoisonnée.* »

Direction la Tchécoslovaquie. Pour *Ce soir*, Andrée Viollis parcourt Prague, Carlsbad (Karlovy Vary), Elbogen, Eger et Bratislava, en compagnie du photoreporter David Seymour (dit Chim), déjà célèbre pour ses clichés du Front populaire ou de la guerre d'Espagne. Sa série de onze reportages s'intitule « *Cœur d'Europe* », et paraîtra en différé dans la première quinzaine de mai. En parvenant à Prague, elle use du même procédé narratif de la surprenante découverte à l'arrivée en contrée étrangère. Mais, là, pas de « *terrible choc* », bien au contraire : « *Plus de bariolage d'uniformes comme à Vienne, de bottes aux talons claquant sur l'asphalte, plus de sourires forcés, de rires hystériques, d'attitudes contraintes ou servilement enthousiastes.* »

La possibilité d'une guerre

Car un mot émaille tous les articles des envoyés spéciaux présents à Prague : le « *calme* ». On avait relevé son usage en Espagne, à l'été 1936, pour à la fois marquer l'étonnement du reporter devant celui-ci et arguer de la certitude de la victoire. En avril 1938, l'Espagne est tapissée de bombes, les défaites succèdent aux massacres. Plus loin, le conflit sino-japonais, commencé en juillet 1937, poursuit sa tragédie sanglante. L'espoir résiderait-il donc désormais dans la Tchécoslovaquie ? La couverture journalistique s'y est en tout cas déplacée. Gabriel Péri, responsable de la rubrique de politique étrangère de *L'Humanité*, l'organe quotidien du PCF, est dans la capitale tchécoslovaque entre le 21 et le 28 mai. Dès son premier reportage, il affirme : « *Prague n'a pas peur. Le calme dont elle fait montre est plutôt une manière de riposte. Le peuple n'ignore rien du danger. Il est prêt à y faire face. Il ne perd pas la tête. Il oppose son courage tranquille à ceux qui la provoquent et qui gesticulent.* » Chez lui, le calme connaît une déclinaison synonymique, celle du « *courage tranquille* » : des Espagnols antifascistes aux antinazis tchèques, la thématique du courage appartient unilatéralement à un camp. Une figure incarne ce « *calme* », ce « *courage* » : le président Edvard Beneš. Conscient de la nécessité de sa parole, il multiplie les interviews. Le reporter Philippe Lamour, qui s'apprête à retourner en Espagne, est en

Tchécoslovaquie en septembre, pour Messidor ; il le rencontre : « Parmi l'agitation angoissée de l'Europe, un homme calme conduit, au centre de l'Europe, la défense de la civilisation humaine contre le déchaînement de la force. » La dichotomie convoquée inscrit la stature exceptionnelle de Beneš dans le sillage de l'Éthiopien Haïlé Sélassié et de l'Espagnol Manuel Azaña. L'emphase cache le sort dramatique à venir.

Le peuple de Prague et son président sont calmes, répètent les reporters. Pourtant, la possibilité de la guerre s'est immiscée sur le territoire dès le mois d'avril, avec les exercices de défense passive, auxquels Andrée Viollis a assisté. « Il suffit d'examiner une carte pour juger quel péril encourt la Tchécoslovaquie, ce bastion qui, dressé en plein cœur de l'Europe, se trouve désormais assailli sur presque toutes ses frontières par le flot allemand », remarque-t-elle.

Surtout, le « calme » n'habite pas toute la Tchécoslovaquie. En 1935, le Parti allemand des Sudètes (Sudetendeutsche Partei), dirigé par le zélé nazi Konrad Henlein, a remporté la victoire aux législatives dans cette région. En mai 1938, les élections municipales ont confirmé son emprise idéologique.

Auparavant, le 24 avril 1938, Henlein a soumis au gouvernement tchécoslovaque le programme dit « de Carlsbad », revendication autonomiste en huit points de la région des Sudètes. Les 28-29 avril, lors de la conférence de Londres, les dirigeants anglais et français ont demandé au gouvernement Beneš de négocier avec Henlein. « Il est déjà perceptible à cette date que la France, qui s'emploie, mais sans succès, à arracher une garantie britannique, n'interviendra qu'avec le soutien anglais. Paradoxalement, le sort de la Tchécoslovaquie est donc entre les mains de l'Angleterre, alors que celle-ci n'est liée avec elle par aucun traité (3). » La France, elle, est engagée par les accords de Locarno (16 octobre 1925) à assister militairement la Tchécoslovaquie. Le 16 mai 1935, un traité avait été signé entre Prague et Moscou, à la suite du pacte franco-soviétique d'assistance mutuelle du 2 mai de la même année. Mais, trois ans plus tard, rien de ce qui se joue politiquement en France n'est favorable à la Tchécoslovaquie : le chef du gouvernement, Édouard Daladier, a pour ministre des affaires étrangères Georges Bonnet, partisan de l'apaisement avec l'Allemagne, une orientation que prône déjà le premier ministre britannique Neville Chamberlain. Ajoutons la mention par l'historien René Girault d'une note du 29 mars 1938, conservée dans les archives de Daladier et émanant des services juridiques du Quai d'Orsay. Elle « envisage les cas de soulèvements des Sudètes avec appui de volontaires allemands pour conclure dans ce cas à la possibilité d'une abstention française (4) ».

Des agents nazis en Alsace

Reporter du quotidien socialiste *Le Populaire*, Louis Lévy réalise une « enquête en Tchécoslovaquie » à partir de la fin juin. Il met lui aussi en avant le caractère imperturbable du peuple pragois : « Le soir, dans les cafés, on s'interroge. (...) On discute, on lit les communiqués succincts de la journée. Mais on demeure calme. » Louis Lévy, qui avait déjà enquêté dans le pays en 1937, est également un bon connaisseur de la diplomatie internationale du fait de son accréditation à la Société des nations (SDN). Il ajoute, persifleur : « M. Neville Chamberlain ferait bien de faire un petit voyage à Prague. Il s'apercevrait que les Tchèques n'ont pas besoin qu'on les exhorte au sang-froid. »

De son périple dans les Sudètes en avril, Andrée Viollis retient un son : « J'entends encore le terrible bruit de bottes d'Elbogen. Je vois ces hommes en uniforme gris, ces Walkyries » ; « Je me souviens (...) d'avoir été réveillée cette nuit même, à Carlsbad, par un long piétinement de soldats en marche ». En Autriche en 1934, dans la Sarre l'année suivante, Madeleine Jacob avait déjà été glacée par les mêmes « bruits » caractéristiques. La nazification de la Mitteleuropa s'étend, méthodiquement.

Un mot sec et rugueux surgit sous les plumes qui entreprennent le voyage vers les Sudètes : la terreur. À Carlsbad et dans ses environs, Andrée Viollis la détaille : « Boycottage des magasins, quarantaine, chantage, menaces, tous les odieux procédés que j'avais constatés dans la Sarre avant le plébiscite sont ici en honneur. » En juin 1937, Louis Lévy avait retracé le « véritable réseau d'espionnage » qui était « tissé » dans les Sudètes. En juillet 1938, il insiste particulièrement sur le caractère caché de cette terreur, laquelle « fait son œuvre, mais de façon occulte », « s'exerce sourdement, sournoisement ». Elle « sévit dans toutes les industries dirigées par les Allemands » ; elle engendre de la violence, dont ses camarades du parti l'ont entretenu : « Dans les écoles, des fils et des filles de candidats ont été malmenés. Et l'injure la plus bénigne qui leur est quotidiennement lancée est celle de "cochon rouge". »



Couverture de l'hebdomadaire « Regards » du 29 septembre 1938
 © RMN - Gestion droit d'auteurs François Kollar

Prague offre un visage de calme dont les reporters se font les porte-parole voire les propagandistes, mais l'anxiété se lit dans leurs relations des Sudètes comme dans leurs appels au soutien de la France. En mai, Gabriel Péri certifie : « *Il convient que la République tchèque soit appuyée sans réserve par le gouvernement français. Le salut de la paix l'exige.* » En juillet, Louis Lévy s'exclame : « *Aussi, de quelle façon amis et ennemis ont les yeux fixés sur la France !* » Quelques jours plus tard, dans *Vendredi*, le reporter Philippe Diolé est catégorique : « *L'indépendance de la Tchécoslovaquie garantit la paix du monde, la sécurité de la France et le droit qu'ont les peuples de vivre librement.* » Afin d'ébranler le lecteur français, C. F. Weiskopf, « *correspondant particulier* » de l'hebdomadaire illustré communiste *Regards*, conclut ainsi son papier en avril 1938 : « *Qu'on songe en France que les Sudètes sont l'Alsace tchécoslovaque. Et qu'il faut tout faire pour défendre cette Alsace. Sinon, Strasbourg se trouvera bientôt dans les Sudètes françaises.* »

Cette comparaison s'inscrit dans la doxa journalistique du moment. L'Anschluss, puis la préoccupation tchécoslovaque, a conduit à l'apparition de la question frontalière dans les journaux. Les articles publiés par le quotidien *Ce soir* illustrent ce traitement nouveau et intense. En février-mars, le reporter Élie Richard livre une série au surtitre significatif : « *Frontières gammées* ». C'est la Belgique et ses environs allemands qu'il scrute, et, à Malmedy, il consigne : « *Il n'est pas douteux que les Allemands travaillent en profondeur ici.* » En avril, Jean-Richard Bloch explique comment et pourquoi la Suisse est « *en danger* ». À Constance, il signale qu'« *il arrive qu'un trottoir soit allemand et le trottoir vis-à-vis, suisse. Ce qui se marquait, dans les jours qui suivirent l'occupation de l'Autriche, à ce que les façades de ce côté-là étaient richement pavoisées, et celles qui leur faisaient face, veuves de drapeaux, sévères et froides* ».

« *À l'Est, rien de nouveau ?* », s'intitule une série publiée à la fin septembre. Stéphane Manier, reporter réputé, ancien de *Paris-Soir*, se déplace en Alsace. Il émet le diagnostic suivant : « *Certes, c'est la Tchécoslovaquie que le poison atteint. Mais cependant, c'est à Strasbourg, en Alsace, par interférence, que l'observateur impartial aperçoit les symptômes de la première crise de fièvre et peut mesurer à son juste degré la température de la paix.* » La maladie se transplante, d'est en ouest (5).

Pour tous ces journalistes, la question frontalière est cruciale, car elle révèle la fragilité des habitants face aux espions hitlériens, faux serveurs, faux voyageurs de commerce..., propagandistes divers dont les succès prosélytes vont grandissant. Stéphane Manier allègue : « *La propagande nazie ne modifie pas sa tactique où que ce soit. En Alsace comme en Autriche ou en Bohême, elle agit en utilisant les haines locales, les superstitions, les rancunes.* »

Le 1er septembre 1938, Hitler reçoit Henlein à Berchtesgaden. Le 7, dans *Ce soir*, le commentateur de politique étrangère Paul Nizan note que « le drame tchécoslovaque en arrive à ses dernières scènes ». Il en tirera, l'année suivante, un essai, *Chronique de septembre* (6). Le 15, le « Führer des Sudètes » demande officiellement l'annexion de « sa » région au Reich. « L'attitude de la presse allemande devient plus inquiétante d'heure en heure », signale Georges Thébaud, correspondant de *Ce soir* à Berlin : « Toutes les dix minutes, les postes de TSF du Reich annoncent, contre toute vraisemblance, que la situation s'aggrave dans le pays sudète et dénoncent les préparatifs militaires fébriles du gouvernement de Prague. »

Chamberlain rencontre Hitler à Berchtesgaden et admet la légitimité de la revendication de Henlein, position à laquelle se rallie Daladier. Dans *Le Droit de vivre*, le reporter Saint-Bradou, environné des manifestations nazies à Carlsbad, songe : « Voilà le paradoxe, comique ou plutôt tragique : on se trouve devant un fou furieux qui menace le pauvre monde paisible. Et loin d'accourir pour arrêter net l'action du fou, on envoie un arbitre des élégances diplomatiques pour (sans le vouloir, naturellement), faciliter la tâche du fou. »

Le 21 septembre, le gouvernement tchécoslovaque doit se résigner. Le 22 septembre, F. C. Weiskopf informe dans *Ce soir* : « Des gens pleuraient dans la rue en apprenant que la France avait définitivement trahi la Tchécoslovaquie. » Les appels au soutien de la France remplacent chez les reporters les accusations de sa trahison, scandée par les manifestants à Prague. « La foule criait : "À bas Daladier l'hitlérien ! Nous voulons résister ! Nous voulons une République forte ! Nous aimons mieux mourir que vivre dans l'esclavage !" », rapporte F. C. Weiskopf. Quant au « calme », il a fait place à la « stupeur ». Vincent Sabeau est à Prague depuis la mi-août, pour l'« hebdomadaire [radical-socialiste] d'éducation civique et d'action républicaine » *La Lumière*. Il débute ainsi son reportage du 23 septembre : « La décision de Londres a plongé le peuple tchécoslovaque dans la stupeur. La réaction a été la même dans tous les milieux, aussi bien dans les masses populaires que dans les milieux intellectuels. Les gens ne comprennent pas, ne veulent pas croire. "La France nous trahira-t-elle ? Ce n'est pas possible. Il y a là une erreur, un malentendu qui sera bientôt dissipé". »

Une autre presse encense les démarches franco-britanniques : « Dans cette phase extrême du différend germano-tchèque, l'Angleterre et la France se tiennent plus que jamais étroitement unies », écrit un commentateur du quotidien populaire conformiste *Le Petit Parisien*. « La paix de l'Europe peut encore être sauvée », rassure le journal de droite *Le Temps*, alors proche du Quai d'Orsay. Une prise de position qui provoquera la démission d'Hubert Beuve-Méry, alors correspondant du quotidien à Prague. Certains de ces titres s'emparent du mot de « paix » pour justifier la méthode, les pourparlers et les futurs accords. Un mot qu'on conditionne à une attitude responsable des Français. Tel est le discours de l'éditorialiste du quotidien radical *L'Ère nouvelle* le 24 septembre : « Nous sommes à un moment où tous les Français doivent se serrer les coudes autour du gouvernement du pays, être chacun à leur poste et accomplir la tâche qui leur est assignée. La résolution calme d'un grand pays comme la France restant en accord quotidien de tous les instants avec la Grande-Bretagne est en de telles heures une garantie de paix. » Dans *L'Intransigeant*, Louis Latzarus, dit Gallus, écume : « Méfions-nous, ces jours-ci plus que jamais, des agitateurs ! Nous ignorons qui les envoie et quel but ils poursuivent. (...) Voyons si ce ne sont pas les mêmes qui dépeignaient comme une offense au patriotisme la non-intervention en Espagne. »

La suite directe, logique, est connue : le 29 septembre 1938, les accords de Munich sont signés. Quelques mois plus tôt, le 18 mars, Madeleine Jacob constatait, amère et révoltée : « Aujourd'hui, l'Autriche est morte, et l'Europe la regarde. » Le 30 septembre, dans l'organe du Secours populaire, *La Défense*, Andrée Viollis s'emporte, alliant les accents de la colère et du blâme : « À quoi donc ont conduit tant de capitulations et de lâchetés ? Après les Éthiopiens, les Chinois, les Espagnols sauvagement massacrés, après l'Autriche asservie, voici le tour de la Tchécoslovaquie. Et ensuite ? Pourquoi les fascismes triomphants s'arrêteraient-ils en si beau chemin ? »

Anne MATHIEU (Monde diplomatique, août 2023)

Maîtresse de conférences à l'université de Lorraine, auteure de *Nous n'oublierons pas les poings levés. Reporters, éditorialistes et commentateurs antifascistes pendant la guerre d'Espagne*, Syllepse, Paris, 2021.

(1) Lire Jean-Numa Ducange, « Vienne la Rouge », *Le Monde diplomatique*, mai 2022.

(2) Alors que la Sarre s'était retrouvée sous administration de la Société des nations (SDN) après la première guerre mondiale, sa population se prononça en 1935 à plus de 90 % pour le rattachement à l'Allemagne.

(3) Bernard Droz et Anthony Rowley, *Histoire générale du XXe siècle*, Seuil, coll. « Points histoire », Paris, 1986.

(4) René Girault, « La décision gouvernementale en politique extérieure », dans René Rémond et Janine Bourdin (sous la dir. de), *Édouard Daladier, chef de gouvernement. Avril 1938 - septembre 1939*, Presses de Sciences Po, Paris, 1977.

(5) Lire Gunter Holzmann, « J'ai assisté à la montée du nazisme », *Le Monde diplomatique*, mai 1995.

(6) Paul Nizan, *Chronique de septembre*, Gallimard, Paris, 1978.

Le pacte Hitler-Staline du 23 août 1939 mythe et réalité



Idéologiquement, le communisme et le nazisme sont aux antipodes. Et l'Union soviétique a payé le plus lourd tribut pour défaire l'Allemagne lors de la Seconde Guerre mondiale. Mais les vainqueurs écrivent l'Histoire et ils sont nombreux aujourd'hui à vouloir mettre communisme et nazisme dans le même panier. L'une des cartouches favorites de ces révisionnistes, c'est le pacte signé entre Hitler et Staline en 1939. Preuve d'une grande collusion ? L'historien Jacques Pauwels nous explique de quoi il en retourne dans cet extrait du livre « Les mythes de l'Histoire moderne » . (l'A)

Dans un livre remarquable, *1939 : L'Alliance qui n'a jamais existé et le début de la Seconde Guerre mondiale*, l'historien canadien Michael Jabara Carley décrit comment, à la fin des années 1930, l'Union soviétique a tenté à plusieurs reprises, mais a finalement échoué, de conclure un pacte de sécurité mutuelle, autrement dit une alliance défensive, avec la Grande-Bretagne et la France.

L'entente proposée visait à contrer l'Allemagne nazie, qui, sous la direction dictatoriale de Hitler, avait un comportement de plus en plus agressif et impliquait probablement certains autres pays, notamment la Pologne et la Tchécoslovaquie, qui avaient des raisons de craindre les ambitions allemandes. Le ministre des Affaires étrangères, Maxim Litvinov, était le protagoniste de cette approche soviétique vis-à-vis des puissances occidentales.

Moscou était impatient de conclure un tel traité car les dirigeants soviétiques ne savaient que trop bien que, tôt ou tard, Hitler avait l'intention d'attaquer et de détruire leur État. En effet, dans *Mein Kampf*, publié dans les années 1920, il avait clairement indiqué qu'il la méprisait en la qualifiant de « Russie dirigée par les Juifs » (*Russland unter Judenherrschaft*), parce que c'était le fruit de la révolution russe, l'œuvre artisanale des bolcheviks, qui n'étaient selon Hitler qu'une « bande de Juifs ». Et dans les années 1930, pratiquement tous ceux qui s'intéressaient aux affaires étrangères savaient pertinemment qu'avec la remilitarisation de l'Allemagne, son programme de réarmement à grande échelle et autres violations du traité de Versailles, Hitler se préparait à une guerre dont la cible devait être l'Union soviétique. Cela a été clairement démontré dans une étude détaillée de l'éminent historien militaire et politologue, Rolf-Dieter Müller, intitulée *Der Feind steht im Osten: Hitlers geheime Pläne für einen Krieg gegen die Sowjetunion im Jahr 1939* (« L'ennemi est à l'Est : Le plan secret d'Hitler pour la guerre contre l'Union Soviétique en 1939 ».)

Hitler reconstruisait alors l'armée allemande avec le projet non dissimulé de l'utiliser pour essayer l'Union soviétique de la surface de la terre. Du point de vue des élites qui étaient encore au pouvoir à Londres, à Paris et ailleurs dans le soi-disant monde occidental, il s'agissait d'un plan qu'ils ne pouvaient qu'approuver voire soutenir. Pourquoi ? L'Union soviétique incarnait une redoutable révolution sociale, source d'inspiration

et de guide pour les révolutionnaires de leurs pays et même de leurs colonies, car les Soviets étaient aussi des anti-impérialistes qui, via le Komintern (ou Troisième Internationale), soutenaient la lutte pour l'indépendance des colonies des puissances occidentales.

Par une intervention armée en Russie en 1918-1919, ces mêmes puissances avaient déjà essayé d'abattre le dragon de la révolution qui s'y était dressé en 1917, mais ce projet avait échoué lamentablement. Les raisons de ce fiasco étaient : d'une part, la résistance acharnée des révolutionnaires russes, qui bénéficiaient du soutien de la majorité du peuple russe et de nombreux autres peuples de l'ancien empire tsariste ; et, d'autre part, l'opposition au sein même des pays interventionnistes, où soldats et civils sympathisaient avec les révolutionnaires bolcheviques et le faisaient savoir au moyen de manifestations, de grèves et même de mutineries. Les troupes occidentales durent battre retraite et furent rapatriées sans gloire. Les équipes au pouvoir à Londres et à Paris durent se contenter de créer et de soutenir des États antisoviétiques et antirusse – principalement en Pologne et dans les pays baltes – le long de la frontière occidentale de l'ancien empire tsariste, érigeant ainsi un « cordon sanitaire » censé protéger l'Occident contre l'infection par le virus révolutionnaire bolchevique.

À Londres, à Paris et dans d'autres capitales d'Europe occidentale, les élites espéraient que l'expérience révolutionnaire en Union soviétique s'effondrerait toute seule, mais ce scénario ne s'est pas réalisé. Au contraire, à partir du début des années trente, lorsque la Grande Dépression a ravagé le monde capitaliste, l'Union soviétique a connu une sorte de révolution industrielle qui a permis à la population de bénéficier d'un progrès social considérable, et le pays est également devenu plus fort, non seulement sur le plan économique, mais aussi militairement. En conséquence, le « système opposé » au capitalisme : le socialisme – et son idéologie communiste² – apparut de plus en plus attrayants aux yeux des plébéiens de l'Occident, qui souffraient de plus en plus du chômage et de la misère. Dans ce contexte, l'Union soviétique s'affirmait comme une épine dans le pied des élites à Londres et à Paris. À l'inverse, Hitler, avec ses projets de croisade anti-soviétique, semblait de plus en plus utile et sympathique. En outre, les entreprises et les banques, notamment américaines, mais aussi britanniques et françaises, gagnaient beaucoup d'argent en aidant l'Allemagne nazie à se réarmer et en lui prêtant une grande partie de l'argent nécessaire. Dernier point, mais non le moindre, on pensait qu'encourager une croisade allemande à l'Est réduirait, voire éliminerait totalement le risque d'agression allemande contre l'Ouest. On comprend donc pourquoi les propositions de Moscou concernant une alliance défensive contre l'Allemagne nazie n'avaient pas séduit ces messieurs. Mais il y avait une raison pour laquelle ils ne pouvaient pas se permettre de rejeter ces propositions prématurément.

Après la Grande Guerre, les élites des deux côtés de la Manche avaient été obligées d'introduire des réformes démocratiques assez ambitieuses, par exemple une extension considérable du droit de vote en Grande-Bretagne. Pour cette raison, il était devenu nécessaire de prendre en compte l'opinion des travaillistes, ainsi que d'autres parasites de gauche peuplant les législatures, et même parfois même de les inclure dans des gouvernements de coalition. L'opinion publique, et une partie considérable des médias, était extrêmement hostile à Hitler et donc fortement favorable à la proposition soviétique d'une alliance défensive contre l'Allemagne nazie. Les élites voulaient éviter une telle alliance, mais elles voulaient aussi donner l'impression d'en vouloir une ; à l'inverse, les élites voulaient encourager Hitler à attaquer l'Union soviétique et même l'aider à le faire, mais elles devaient s'assurer que le public n'en soit jamais conscient. Ce dilemme a donné une trajectoire politique dont la fonction manifeste était de convaincre le public que les dirigeants saluaient la proposition soviétique d'un front commun anti-nazi, mais dont la fonction latente – autrement dit, réelle – était de soutenir les desseins anti-soviétiques de Hitler : La fameuse « politique d'apaisement », associée avant tout au nom du Premier ministre britannique Neville Chamberlain, et de son homologue français, Édouard Daladier.

Les partisans de l'apaisement sont entrés en action dès l'arrivée au pouvoir de Hitler en Allemagne en 1933 et ont commencé à se préparer à la guerre, une guerre contre l'Union soviétique. Déjà en 1935, Londres donna à Hitler une sorte de feu vert pour se réarmer en signant un traité naval avec lui. Hitler a ensuite violé toutes sortes de dispositions du Traité de Versailles, par exemple en rétablissant le service militaire obligatoire en Allemagne, en armant l'armée allemande jusqu'aux dents et, en 1937, en annexant l'Autriche. À chaque occasion, les hommes d'État de Londres et de Paris ont gémi et protesté pour faire bonne impression sur le public, mais ont fini par accepter le fait accompli. Le public a été amené à croire qu'une telle indulgence était nécessaire pour éviter la guerre. Cette excuse était efficace au début, car la majorité des Britanniques et des Français ne souhaitaient pas participer à une nouvelle édition de la grande guerre meurtrière de 1914-1918. D'un autre côté, il devint bientôt évident que l'apaisement rendait l'Allemagne

² L'URSS a-t-elle été socialiste ? Ne serait-ce pas plutôt un nationalisme populaire ? MN.

nazie plus forte sur le plan militaire et rendait Hitler de plus en plus ambitieux et exigeant. En conséquence, le public a finalement estimé que le dictateur allemand avait fait suffisamment de concessions et que les Soviétiques, en la personne de Litvinov, ont alors présenté une proposition d'alliance anti-Hitler. Cela a provoqué des maux de tête pour les architectes de l'apaisement, à qui Hitler s'attendait à encore plus de concessions.

Grâce aux concessions déjà faites, l'Allemagne nazie devenait un Behemoth militaire et, en 1939, seul un front commun des puissances occidentales et des Soviétiques semblait pouvoir le contenir car, en cas de guerre, l'Allemagne devrait se battre sur deux fronts. Sous la pression de l'opinion publique, les dirigeants londoniens et parisiens ont décidé de négocier avec Moscou, mais il y avait une fausse note : l'Allemagne ne partageait pas de frontière avec l'Union soviétique, car la Pologne était prise en sandwich entre ces deux pays. Officiellement, du moins, la Pologne était un allié de la France. On pouvait donc s'attendre à ce qu'elle rejoigne une alliance défensive contre l'Allemagne nazie, mais le gouvernement de Varsovie était hostile à l'Union soviétique, un voisin considéré aussi menaçant que le nazisme. L'Allemagne. Il refusa obstinément de permettre à l'Armée rouge, en cas de guerre, de traverser le territoire polonais pour affronter les Allemands. Londres et Paris ont refusé de faire pression sur Varsovie et les négociations n'ont donc abouti à aucun accord.

Dans l'intervalle, Hitler avait formulé de nouvelles exigences, cette fois vis-à-vis de la Tchécoslovaquie. Lorsque Prague refusa de céder un territoire habité par une minorité germanophone connue sous le nom de Sudètes, la situation menaçait de mener à la guerre. C'était en fait une occasion unique de conclure une alliance anti-Hitler avec l'Union soviétique et une Tchécoslovaquie militairement forte, en tant que partenaires des Britanniques et des Français : Hitler aurait dû choisir entre un désengagement humiliant et une défaite quasi certaine dans une guerre sur deux fronts. Mais cela signifiait également qu'Hitler ne pourrait jamais lancer sa croisade anti-soviétique. Or, les classes dirigeantes de Londres et de Paris en avaient très envie. C'est la raison pour laquelle Chamberlain et Daladier n'ont pas profité de la crise tchécoslovaque pour former un front commun anti-hitlérien avec les Soviétiques, mais se sont précipités en avion à Munich pour conclure avec le dictateur allemand un accord dans lequel les Sudètes, incluant la version tchécoslovaque de la ligne Maginot, furent offerts à Hitler sur un plateau d'argent. Le gouvernement tchécoslovaque, qui n'avait même pas été consulté, n'avait d'autre choix que de se soumettre et les Soviétiques, qui avaient offert une assistance militaire à Prague, n'étaient pas invités à cette infâme réunion.

Dans le « pacte » conclu avec Hitler à Munich, les hommes d'État britanniques et français ont consenti d'énormes concessions au dictateur allemand ; pas pour maintenir la paix, mais pour pouvoir continuer à rêver d'une croisade nazie contre l'Union soviétique. Mais pour les peuples de leurs propres pays, l'accord a été présenté comme une solution des plus sensées à une crise qui risquait de déclencher une guerre générale. « Paix à notre époque ! » Est ce que Chamberlain a proclamé triomphant à son retour en Angleterre. Il voulait dire la paix pour son propre pays et ses alliés, mais pas pour l'Union soviétique, dont il attendait avec impatience la destruction par les nazis.

En Grande-Bretagne, il y avait aussi des politiciens, y compris une poignée de membres de bonne foi de l'élite du pays, qui s'opposaient à la politique d'apaisement de Chamberlain, par exemple Winston Churchill. Ils ne l'ont pas fait par sympathie pour l'Union soviétique, mais ils ne faisaient pas confiance à Hitler et craignaient que l'apaisement ne soit contre-productif de deux manières. Premièrement, la conquête de l'Union soviétique fournirait à l'Allemagne nazie des matières premières pratiquement illimitées, y compris du pétrole, des terres fertiles et d'autres richesses, et permettrait ainsi au Reich d'établir sur le continent européen une hégémonie qui représenterait un plus grand danger pour la Grande-Bretagne que Napoléon n'avait jamais été. Deuxièmement, il était tout aussi possible que le pouvoir de l'Allemagne nazie et la faiblesse de l'Union soviétique aient été surestimés, de sorte que la croisade anti-soviétique d'Hitler puisse réellement produire une victoire soviétique, avec pour résultat une potentielle « bolchévisation » de l'Allemagne et peut-être toute l'Europe. C'est pourquoi Churchill s'est montré extrêmement critique à l'égard de l'accord conclu à Munich. Il aurait fait remarquer que Chamberlain, dans la capitale bavaroise, avait pu choisir entre le déshonneur et la guerre, qu'il avait choisi le déshonneur mais qu'il allait aussi avoir la guerre. Avec sa « paix dans notre temps », Chamberlain a en fait commis une erreur déplorable. À peine un an plus tard, en 1939, son pays allait être impliqué dans une guerre contre l'Allemagne nazie qui, grâce au scandaleux pacte de Munich, était devenue un ennemi encore plus redoutable.

Le principal facteur déterminant de l'échec des négociations entre le duo anglo-français et les Soviétiques avait été la réticence implicite des apaiseurs à conclure un accord anti-Hitler. Le refus du gouvernement de Varsovie d'autoriser la présence de troupes soviétiques sur le territoire polonais en cas de guerre contre l'Allemagne constituait un facteur auxiliaire. Cela fournit à Chamberlain et Daladier un prétexte pour ne pas

conclure un accord avec les Soviétiques, prétexte nécessaire pour satisfaire l'opinion publique. (Mais d'autres excuses ont également été évoquées, par exemple la prétendue faiblesse de l'Armée rouge, qui aurait prétendument fait de l'Union soviétique un allié inutile.) En ce qui concerne le rôle joué par le gouvernement polonais dans ce drame, il existe de graves incompréhensions. Voyons-les de plus près.



Tout d'abord, il faut tenir compte du fait que la Pologne de l'entre-deux-guerres n'était pas un pays démocratique, loin de là. Après sa (re) naissance à la fin de la Première Guerre mondiale en tant que démocratie titulaire, il ne fallut pas longtemps avant que le pays se retrouve gouverné d'une main de fer par un dictateur militaire, le général Józef Pilsudski, au nom d'une élite hybride représentant l'aristocratie, l'église catholique et la bourgeoisie. Ce régime non- et anti-démocratique a continué à gouverner après la mort du général en 1935, sous la direction des « colonels de Pilsudski », dont le « *primus inter pares* » était Jossel Beck, ministre des Affaires étrangères. Sa politique étrangère ne reflétait pas de sentiments très chaleureux envers l'Allemagne, qui avait perdu une partie de son territoire au profit du nouvel État polonais, y compris un « corridor » séparant la région allemande de Prusse-Orientale du reste du Reich; Il y avait aussi des frictions avec Berlin en raison de l'important port de Gdansk (Dantzig) sur la mer Baltique, déclaré ville autonome par le Traité de Versailles, mais revendiqué par la Pologne et l'Allemagne.



L'attitude de la Pologne à l'égard de son voisin oriental, l'Union soviétique, était encore plus hostile. Pilsudski et d'autres nationalistes polonais rêvaient du retour du grand empire polono-lituanien des XVIIe et XVIIIe siècles, qui s'était étendu de la Baltique à la mer Noire. Et il avait profité de la révolution et de la guerre civile qui s'ensuivit en Russie pour s'emparer d'un vaste territoire de l'ancien empire tsariste pendant la guerre russo-polonaise de 1919-1921. Ce territoire, connu assez faussement comme « Pologne orientale »,

s'étendait sur plusieurs centaines de kilomètres à l'est de la célèbre ligne Curzon qui aurait dû être la frontière orientale du nouvel État polonais, du moins selon les puissances occidentales été les parrains de la nouvelle Pologne à la fin de la Grande Guerre. La région était essentiellement peuplée de Russes blancs et d'Ukrainiens, mais les années suivantes, Varsovie devait la « poloniser » autant que possible en faisant venir des colons polonais. Les hostilités de la Pologne à l'égard de l'Union soviétique ont également été attisées par le fait que les Soviétiques sympathisaient avec les communistes et les autres plébéiens qui s'opposaient au régime patricien en Pologne même. Enfin, l'élite polonaise était antisémite et avait adopté le concept de judéo-bolchevisme, l'idée que le communisme et toutes les autres formes de marxisme faisaient partie d'un complot juif néfaste, et que l'Union soviétique, le produit d'un bolchevik et donc régime révolutionnaire soi-disant juif, n'était rien d'autre que « la Russie dirigée par les Juifs ». Néanmoins, sous Pilsudski, les relations avec les deux voisins puissants se sont normalisées autant que possible par la conclusion de deux traités de non-agression, l'un avec l'Union soviétique en 1932 et un avec l'Allemagne peu après l'arrivée au pouvoir d'Hitler, notamment en 1934.

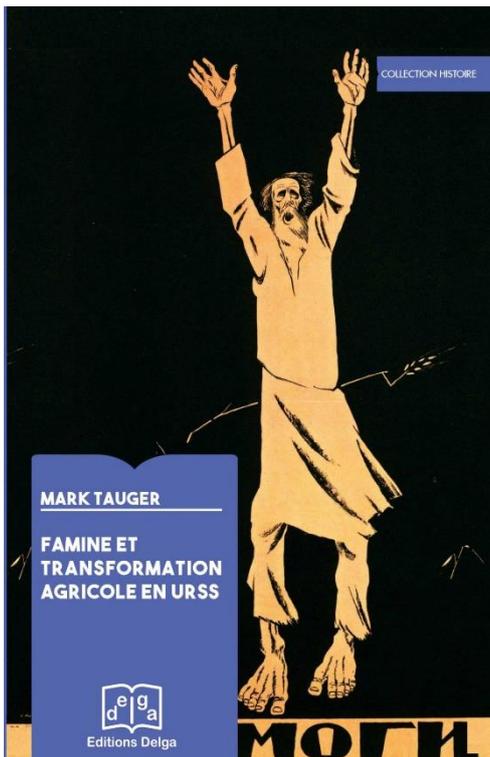


Hitler assistant à un hommage funéraire de Pilsudski

Après la mort de Pilsudski, les dirigeants polonais ont continué à rêver d'une expansion territoriale jusqu'aux frontières de la Grande Pologne, confins quasi mythiques d'un passé lointain. Pour réaliser ce rêve, de nombreuses possibilités semblaient exister à l'est, et en particulier en Ukraine, dans une partie de l'Union soviétique qui s'étendait de manière invitante entre la Pologne et la mer Noire. En dépit de différends avec l'Allemagne et d'une alliance formelle avec la France, qui comptait sur l'aide de la Pologne en cas de conflit avec l'Allemagne, Pilsudski lui-même, puis ses successeurs, ont flirté avec le régime nazi dans l'espoir d'une conquête conjointe des territoires soviétiques. L'antisémitisme était un autre dénominateur commun de deux régimes qui avaient mis au point des stratagèmes visant à se débarrasser de leurs minorités juives, par exemple via leur déportation en Afrique.

Le rapprochement de Varsovie avec Berlin reflétait la mégalomanie et la naïveté des dirigeants polonais, qui estimaient que leur pays était une grande puissance du même calibre que l'Allemagne, une puissance que Berlin respecterait et traiterait comme un partenaire à part entière. Les nazis ont allumé cette illusion, car ils ont ainsi affaibli l'alliance entre la Pologne et la France. Les ambitions orientales de la Pologne ont également été encouragées par le Vatican, qui s'attendait à des dividendes considérables des conquêtes de la Pologne catholique dans une Ukraine essentiellement orthodoxe, considérée comme mûre pour une conversion au catholicisme. C'est dans ce contexte qu'un nouveau mythe a été évoqué par la machine de propagande de Goebbels en collaboration avec la Pologne et le Vatican, à savoir la fiction d'une famine orchestrée par Moscou en Ukraine ; L'idée était de pouvoir y présenter les futures interventions armées polonaises et allemandes comme une action humanitaire. Ce mythe devait être ressuscité pendant la guerre froide et devenir le mythe de la création de l'État ukrainien indépendant issu des ruines de l'Union soviétique. (Pour une vue objective de cette famine, nous renvoyons aux nombreux articles de l'historien américain Mark

Tauger, expert en histoire de l'agriculture soviétique ; ils ont été publiés ensemble dans une édition française, *Famine et transformation agricole en URSS*.)



La connaissance de ce contexte nous permet de comprendre l'attitude du gouvernement polonais à l'époque des négociations pour un front de défense commun contre l'Allemagne nazie. Varsovie a entravé ces négociations, non par peur de l'Union soviétique, mais au contraire à cause des aspirations antisoviétiques et de son rapprochement concomitant avec l'Allemagne nazie. À cet égard, l'élite polonaise s'est retrouvée sur la même longueur d'onde que ses homologues britanniques et français. On peut donc aussi comprendre pourquoi, après la conclusion de l'accord de Munich, qui a permis à l'Allemagne nazie d'annexer la région des Sudètes, la Pologne s'est emparée d'un morceau du butin territorial tchécoslovaque, à savoir la ville de Teschen et ses environs. En descendant « comme une hyène » dans cette partie de la Tchécoslovaquie, comme l'a fait remarquer Churchill, le régime polonais a révélé ses véritables intentions – et sa complicité avec Hitler.

Clément Leibovitz

L'entente Chamberlain-Hitler



Traduit de l'anglais par Jean-Paul Leseur

Les concessions faites par les architectes de l'apaisement ont rendu l'Allemagne nazie plus forte que jamais et ont rendu Hitler encore plus confiant, arrogant et exigeant. Après Munich, il s'avéra qu'il était loin d'être rassasié et, en mars 1939, il viola allègrement l'accord de Munich en occupant le reste de la Tchécoslovaquie. En France et en Grande-Bretagne, le public fut choqué, mais les élites dirigeantes se contentèrent d'exprimer l'espoir que « M. Hitler » finira par devenir « raisonnable », c'est-à-dire qu'il commence sa guerre contre l'Union soviétique. Hitler avait toujours eu l'intention de le faire, mais, avant de se laisser aller aux apaisements britannique et français, il voulait leur extorquer d'autres concessions. Après tout, rien ne semblait pouvoir leur être refusé. En outre, après avoir rendu l'Allemagne beaucoup plus forte grâce à leurs concessions antérieures, étaient-ils en mesure de lui refuser la petite faveur sans doute définitive qu'il avait demandée ? Cette dernière petite faveur concernait la Pologne.

Vers la fin de mars 1939, Hitler exigea soudainement Gdansk ainsi que le territoire polonais situé entre la Prusse orientale et le reste de l'Allemagne. À Londres, Chamberlain et ses compagnons apaisants étaient en fait enclins à céder à nouveau, mais la protestation émanant des médias et de la Chambre des communes s'est révélée trop forte pour que cela se produise. Chamberlain a alors soudainement changé de cap et le 31 mars, il a officiellement – mais de manière totalement irréaliste, comme l'a fait remarquer Churchill – promis une assistance armée à Varsovie en cas d'agression allemande contre la Pologne. En avril 1939, lorsque les sondages d'opinion révélèrent ce que tout le monde savait déjà, à savoir que près de 90% de la population britannique souhaitait une alliance anti-Hitler aux côtés de l'Union soviétique et de la France, Chamberlain se vit obligé de manifester officiellement son intérêt pour la proposition soviétique de discussions sur la « sécurité collective » face à la menace nazie.

DERNIÈRE ÉDITION

Le Petit Parisien

19 AVRIL 1939

1000000

Conseil des ministres

M. DALADIER insiste sur les devoirs de vigilance

que la situation générale continue d'imposer

PLUSIEURS DÉCRETS-LOIS intéressants

l'économie du pays et la défense nationale

GOUVERNEURS GÉNÉRAUX DES COLONIES

M. BOISSON (A.-E.-F.)

M. DE COPPET (Madagascar)

M. CAYLA (A.-O.-F.)

L'escadre du Reich

qui va croiser sur les côtes d'Espagne

a quitté les ports allemands

DANTZIG

Bruit d'accord germano-polonais

S'il fallait se battre sur mer... REFLEXIONS

Deux et Contre M.

LES SUGGESTIONS FRANÇAISES faites à Moscou dans ce sens semblent en bonne voie d'être acceptées par les Soviétiques

En Albanie avec l'avant-garde italienne

Aujourd'hui à 18 h. 30 ÉCLIPSE partielle du soleil

M. Pierlot a formé son cabinet

Le roman - d'amour de la reine - Géraldine

RECITÉS PAR ELLE-MÊME À UNE AMI M^{lle} Martine HESTERBERGER

LES MINISTRES SOUTIÈNT LA PAIX ITALIENNE

YANCOU DÉPART

Le duo et la duchesse de Kent à Paris

Georgius A EPOUSE A HIER Marcelle Irvin

Belle journée Nuit fraîche

LES ÉTRANGERS CHEZ NOUS

ENTRÉE NATIONALE TRAFIC à Paris le 31 AVRIL

ENTRÉE NATIONALE TRAFIC à Hyères le 1^{er} MAI

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

En réalité, les partisans de l'apaisement n'étaient toujours pas intéressés par la proposition soviétique et ils imaginaient toutes sortes de prétextes pour éviter de conclure un accord avec un pays qu'ils méprisaient et contre un pays avec lequel ils sympathisaient secrètement. Ce n'est qu'en juillet 1939 qu'ils se sont déclarés prêts à entamer des négociations militaires et ce n'est qu'au début d'août qu'une délégation franco-britannique a été envoyée à Leningrad à cette fin. Chamberlain lui-même (accompagné de Daladier) s'était précipité par avion à Munich, une équipe de sous-marins anonymes a été embarquée vers l'Union soviétique à bord d'un cargo léger. De plus, quand, après avoir traversé Leningrad, ils sont finalement arrivés à Moscou le 11 août, il s'est avéré qu'ils ne possédaient pas les pouvoirs ni l'autorité requis pour de telles discussions. À cette époque, les Soviétiques en avaient assez et on comprend pourquoi ils ont interrompu les négociations. Entre-temps, Berlin avait discrètement lancé un rapprochement avec Moscou. Pourquoi ?

Hitler se sentit trahi par Londres et Paris, qui avaient auparavant fait toutes sortes de concessions, mais lui refusaient maintenant la bagatelle de Gdansk et se rangeaient du côté de la Pologne, faisant ainsi face à la perspective d'une guerre contre la Pologne, qui refusait de le laisser posséder Gdansk, et contre le Duo franco-britannique. Pour pouvoir gagner cette guerre, le dictateur allemand avait besoin de la neutralité de l'Union soviétique et, pour cela, il était prêt à payer le prix fort. Du point de vue de Moscou, l'ouverture de Berlin contrastait nettement avec l'attitude des apaisants occidentaux, qui exigeaient que les Soviétiques fassent des promesses contraignantes d'assistance, mais sans offrir de contrepartie significative. Ce qui avait commencé entre l'Allemagne et l'Union soviétique en mai sous la forme de discussions informelles dans le cadre de négociations commerciales sans grande importance et dans lesquelles les Soviétiques n'avaient au départ pas montré d'intérêt s'est finalement transformé en un dialogue sérieux entre les ambassadeurs des deux pays et même les ministres des Affaires étrangères, à savoir Joachim von Ribbentrop et Vyacheslav Molotov – ce dernier ayant remplacé Litvinov.

Un facteur qui a joué un rôle secondaire mais qui ne devrait cependant pas être sous-estimé est le fait qu'au printemps 1939, des troupes japonaises basées dans le nord de la Chine avaient envahi le territoire soviétique en Extrême-Orient. En août, ils seraient vaincus et repoussés, mais cette menace japonaise faisait craindre à Moscou de devoir mener une guerre sur deux fronts, à moins de trouver un moyen d'éliminer la menace émanant de l'Allemagne nazie. Les ouvertures de Berlin ont offert à Moscou un moyen de neutraliser cette menace, reflétant son propre désir d'éviter une guerre sur deux fronts.

Ce n'est cependant qu'en août que les dirigeants soviétiques ont compris que les Britanniques et les Français n'étaient pas encore arrivés à mener des négociations de bonne foi, que le nœud avait été coupé et que l'Union soviétique avait signé un pacte de non-agression avec l'Allemagne nazie, à savoir : Le 23 août, cet accord porte le nom de pacte Ribbentrop-Molotov, du nom des ministres des affaires étrangères, mais devait également être connu sous le nom de pacte Hitler-Staline. La conclusion d'un tel accord n'était guère une surprise : un certain nombre de dirigeants politiques et militaires britanniques ainsi que la France avaient prédit à plusieurs reprises que la politique d'apaisement de Chamberlain et de Daladier entraînerait Staline « dans les bras de Hitler ».

« Dans les bras » est en fait une expression inappropriée dans ce contexte. Le pacte ne reflétait certainement pas des sentiments chaleureux entre les signataires. Staline a même rejeté une suggestion visant à inclure dans le texte quelques lignes conventionnelles sur une hypothétique amitié entre les deux peuples. En outre, l'accord n'était pas une alliance, mais simplement un pacte de non-agression. En tant que tel, il ressemblait à un certain nombre d'autres pactes de non-agression signés précédemment avec Hitler, par exemple la Pologne en 1934. Il s'agissait de la promesse de ne pas s'attaquer mais de maintenir des relations pacifiques. Chaque partie était susceptible de s'y tenir aussi longtemps qu'elle le jugerait opportun. Une clause secrète était jointe à l'accord concernant la délimitation des sphères d'influence en Europe de l'Est pour chacun des signataires. Cette ligne correspondait plus ou moins à la ligne Curzon, de sorte que la « Pologne orientale » se retrouvait dans la sphère soviétique. La signification concrète de cet arrangement théorique était loin d'être claire, mais le pacte n'entraînait certainement pas une partition ou une amputation territoriale de la Pologne comparable au sort imposé à la Tchécoslovaquie par les Britanniques et les Français dans le pacte qu'ils avaient signé avec Hitler Munich.

Le fait que l'Union soviétique ait revendiqué une sphère d'influence au-delà de ses frontières est parfois décrit comme une preuve d'intentions sinistres et expansionnistes ; Toutefois, l'établissement de sphères d'influence, unilatérales, bilatérales ou multilatérales, était depuis longtemps une pratique largement acceptée parmi les grandes et moins grandes puissances et visait souvent à éviter les conflits. La doctrine Monroe (1), par exemple, qui « affirmait que le nouveau monde et le vieux monde allaient rester des sphères d'influence distinctes » (Wikipedia), était censée empêcher les nouvelles entreprises coloniales transatlantiques des puissances européennes qui auraient pu les mettre en conflit avec les États-Unis. États Unis. De même, lorsque Churchill se rendit à Moscou en 1944 et proposa à Staline de scinder la péninsule balkanique dans des sphères d'influence, son intention était d'éviter un conflit entre leurs pays respectifs après la fin de la guerre contre l'Allemagne nazie.

Hitler pouvait maintenant attaquer la Pologne sans courir le risque de devoir mener une guerre simultanée contre l'Union soviétique et le duo franco-britannique, mais le dictateur allemand avait de bonnes raisons de douter que Londres et Paris déclarent la guerre. Sans l'aide soviétique, il était clair qu'aucun concours efficace ne pourrait être offert à la Pologne, de sorte que l'Allemagne ne tarderait pas à vaincre le pays. (Seuls les colonels de Varsovie pensaient que la Pologne était capable de résister à l'assaut des puissantes hordes nazies.) Hitler savait trop bien que les architectes de l'apaisement continuaient à espérer que, tôt ou tard, il réaliserait leur souhait le plus cher et détruirait l'Union soviétique, de sorte qu'ils étaient disposés à fermer les yeux sur son agression contre la Pologne. Et il était également convaincu que les Britanniques et les Français, même s'ils déclaraient la guerre à l'Allemagne, n'attaqueraient pas à l'ouest.



L'attaque allemande contre la Pologne a été lancée le 1er septembre 1939. Londres et Paris hésitaient encore quelques jours avant de réagir par une déclaration de guerre contre l'Allemagne nazie. Mais ils n'ont pas attaqué le Reich alors que la majeure partie de ses forces armées envahissaient la Pologne, comme le craignaient certains généraux allemands. En fait, les protagonistes de l'apaisement n'ont déclaré la guerre à Hitler que parce que l'opinion publique l'exigeait. En secret, ils espéraient que la Pologne serait bientôt de l'histoire ancienne, afin que « M. Hitler » puisse enfin porter son attention sur l'Union soviétique. La guerre qu'ils menaient n'était qu'une « guerre factice », comme on l'appellera à juste titre, une charade dans laquelle leurs troupes, qui auraient pratiquement pu pénétrer en Allemagne, restaient inactivement enfermées derrière la Ligne Maginot. Il est maintenant presque certain que les sympathisants hitlériens du camp des Français et peut-être aussi ceux du Royaume-Uni avaient fait savoir au dictateur allemand qu'il pouvait utiliser toute sa puissance militaire pour achever la Pologne sans craindre une attaque de la part du monde occidental. (Nous nous référons aux livres d'Annie Lacroix-Riz, *Le choix de la défaite. Les élites françaises dans les années 1930* et *De Munich à Vichy. L'assassinat de la 3e République.*)

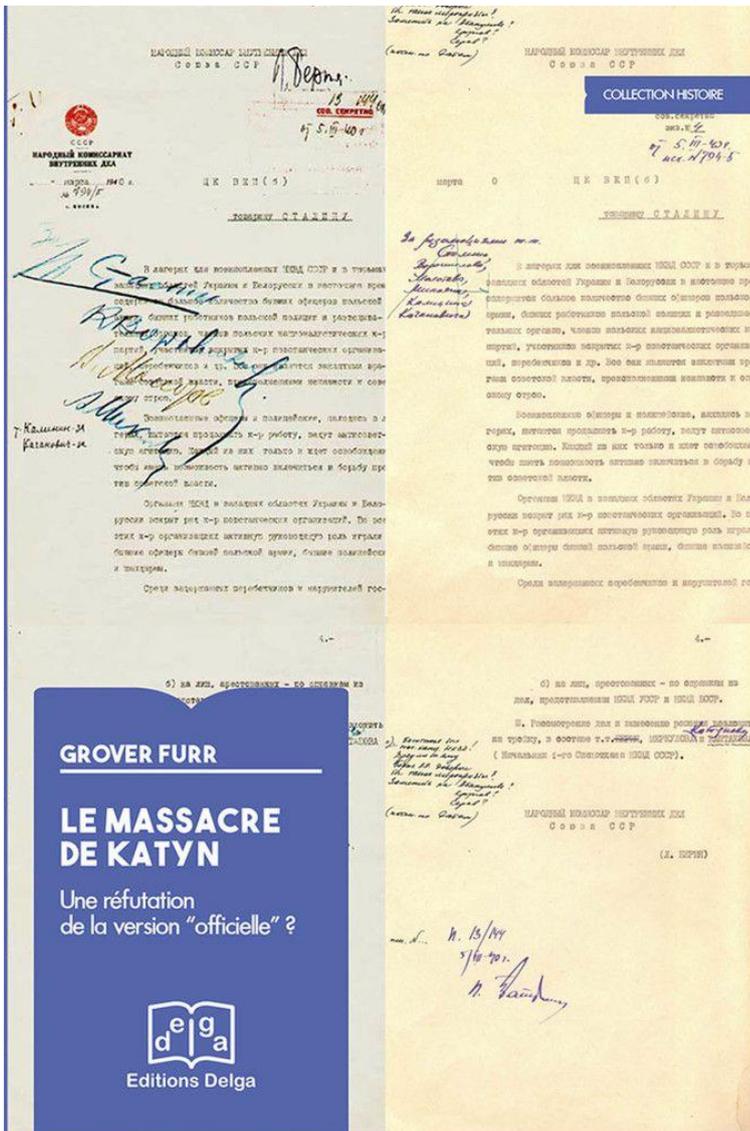
Les défenseurs polonais ont été submergés et il est rapidement devenu évident que les colonels qui dirigeaient le pays devaient se rendre. Hitler avait toutes les raisons de croire qu'il le ferait, et ses conditions auraient sans aucun doute entraîné d'importantes pertes territoriales pour la Pologne, en particulier, bien sûr, dans les régions occidentales du pays, à la frontière de l'Allemagne. Néanmoins, une Pologne tronquée aurait très probablement continué d'exister, tout comme après la capitulation de juin 1940, il serait permis à la France de continuer à exister sous l'apparence de Vichy-France. Le 17 septembre, cependant, le gouvernement polonais s'est soudainement enfui vers la Roumanie voisine, un pays neutre. Ce faisant, il a cessé d'exister car, selon le droit international, non seulement le personnel militaire, mais également les membres du gouvernement d'un pays en guerre, doivent être internés dès leur entrée dans un pays neutre pendant la durée des hostilités. C'était un acte irresponsable et même lâche, avec des conséquences néfastes pour le pays. Sans gouvernement, la Pologne a effectivement dégénéré en une sorte de no man's land – un terra nullius, pour utiliser une terminologie juridique – dans laquelle les Allemands conquérants pouvaient faire ce qu'ils voulaient, car il n'y avait personne avec qui négocier pour savoir le sort du pays battu.



Cette situation donna également aux Soviétiques le droit d'intervenir. Les pays voisins peuvent occuper une terra nullius potentiellement anarchique ; de plus, si les Soviétiques n'intervenaient pas, les Allemands auraient sans aucun doute occupé chaque centimètre carré de la Pologne, avec toutes les conséquences que cela aurait entraîné. C'est pourquoi, le 17 septembre 1939, l'Armée rouge passa en Pologne et commença à occuper l'est du pays, la « Pologne orientale » susmentionnée. Le conflit avec les Allemands fut évité car ce territoire appartenait à la sphère soviétique, influence établie dans le pacte Ribbentrop-Molotov. Ici et là, les troupes allemandes qui avaient pénétré à l'est de la ligne de démarcation ont dû se retirer pour laisser la place aux hommes de l'Armée rouge. Partout où ils ont pris contact, les forces armées allemandes et soviétiques se sont bien comportées et ont respecté le protocole traditionnel. Cela impliquait parfois une sorte de cérémonie, mais il n'y avait jamais de « défilé de victoire » commun.

Parce que leur gouvernement était parti en fumée, les forces armées polonaises qui continuaient à opposer une résistance étaient sans doute aussi dégradées que des irréguliers, des partisans exposés à tous les risques associés à ce rôle. La plupart des unités de l'armée polonaise se sont laissées désarmer et interner par l'arrivée de l'Armée rouge, mais la résistance a parfois été opposée, par exemple par des troupes commandées par des officiers hostiles aux Soviétiques. Nombre de ces officiers avaient servi dans la guerre russo-polonaise de 1919-1921 et auraient commis des crimes de guerre, tels que l'exécution de prisonniers de guerre. Il est largement admis que de tels hommes ont ensuite été liquidés par les Soviétiques à Katyn et ailleurs. (Bien que des doutes aient récemment été exprimés à propos de Katyn, ce thème a été analysé en détail dans un livre de Grover Furr, *Le mystère du massacre de Katyn*.)

De nombreux soldats et officiers polonais ont été internés par les Soviétiques conformément aux règles du droit international. En 1941, après que l'Union soviétique soit devenue impliquée dans la guerre et qu'elle ne soit donc plus soumise à des règles régissant la conduite des neutres, ces hommes ont été transférés en Grande-Bretagne (via l'Iran) pour reprendre le combat contre l'Allemagne nazie aux côtés de l'Occident. Entre 1943 et 1945, ils apporteraient une contribution majeure à la libération d'une partie considérable de l'Europe occidentale (un sort beaucoup plus tragique pour les militaires polonais tombés aux mains des Allemands). Parmi les bénéficiaires de l'occupation des territoires de l'est de la Pologne par les Soviétiques figuraient également les habitants juifs. Ils ont été transférés à l'intérieur de l'Union soviétique et ont ainsi échappé au sort qui les attendait s'ils avaient été dans leur pays quand les Allemands sont arrivés en tant que conquérants en 1941. Beaucoup d'entre eux ont survécu à la guerre et devaient commencer un nouveau la vie après aux États-Unis, le Canada et, bien sûr, Israël.



L'occupation de la « Pologne orientale » s'est déroulée correctement, c'est-à-dire conformément aux règles du droit international, de sorte que cette action ne constitue pas une « attaque » contre la Pologne, comme cela a été trop souvent exposé par des historiens (et hommes politiques) anticommunistes, et certainement pas une attaque en collaboration avec un « allié » germano-allemand. L'Union soviétique n'est pas devenue un allié de l'Allemagne nazie (2) en concluant un pacte de non-agression avec elle, ni en tant qu'alliée du fait de son occupation de Pologne. Hitler devait tolérer cette occupation, mais il aurait certainement préféré que les Soviétiques n'interviennent pas du tout, afin de pouvoir s'emparer de toute la Pologne. En Angleterre, Churchill a publiquement approuvé l'initiative soviétique du 17 septembre, précisément parce qu'elle empêchait les nazis de conquérir la Pologne dans sa totalité. Le fait que cette initiative ne constitue pas une attaque, et donc pas un acte de guerre contre la Pologne, ressort clairement du fait que la Grande-Bretagne et la France, alliées officielles de la Pologne, n'ont pas déclaré la guerre à l'Union soviétique, sans quoi elles ne le feraient certainement pas. Et la Société des Nations n'a pas imposé de sanctions à l'Union soviétique. C'est ce qui se serait passé si elle considérait cela comme une attaque authentique contre l'un de ses membres.

Du point de vue soviétique, l'occupation des étendues orientales de la Pologne signifiait la récupération d'une partie de son propre territoire, perdu à cause du conflit russo-polonais de 1919-1921. Il est vrai que Moscou avait reconnu cette perte dans le traité de paix de Riga qui mettait fin à cette guerre en mars 1921, mais Moscou continuait de chercher une occasion de récupérer la « Pologne orientale » et, en 1939, cette opportunité se concrétisa et fut saisie. On peut stigmatiser les Soviétiques pour cela, mais dans ce cas il faut aussi stigmatiser les Français, par exemple, pour avoir récupéré l'Alsace-Lorraine à la fin de la Première Guerre mondiale, puisque Paris avait reconnu la perte de ce territoire dans le Traité de paix de Francfort qui avait mis fin à la guerre franco-prussienne de 1870-1871.

Plus important encore est le fait que l'occupation – ou la libération, ou le rétablissement, la récupération, ou ce que l'on pourrait appeler cela – la « Pologne orientale » a fourni à l'Union soviétique un atout extrêmement utile qui, dans le jargon de l'architecture militaire, est appelé « glacis », c'est-à-dire un espace dégagé qu'un attaquant doit traverser avant d'atteindre le périmètre défensif d'une ville ou d'une forteresse. Staline savait que, quel que soit le pacte, Hitler attaquerait tôt ou tard l'Union soviétique, attaque qui aurait lieu en juin 1941. À ce moment-là, l'hôte de Hitler devrait lancer son attaque à partir d'un point de départ beaucoup plus éloigné des villes importantes du centre de l'Union soviétique qu'il aurait été le cas en 1939, alors qu'il avait déjà hâte de lancer cette attaque. En raison de ce pacte, les bases de l'offensive nazie de 1941 se situaient à plusieurs centaines de kilomètres plus à l'ouest et étaient donc beaucoup plus éloignées des objectifs stratégiques au plus profond de l'Union soviétique. En 1941, les forces allemandes arriveraient à un jet de pierre de Moscou. Cela signifie que, sans le pacte, ils auraient certainement pris la ville, ce qui aurait pu amener les Soviétiques à capituler.

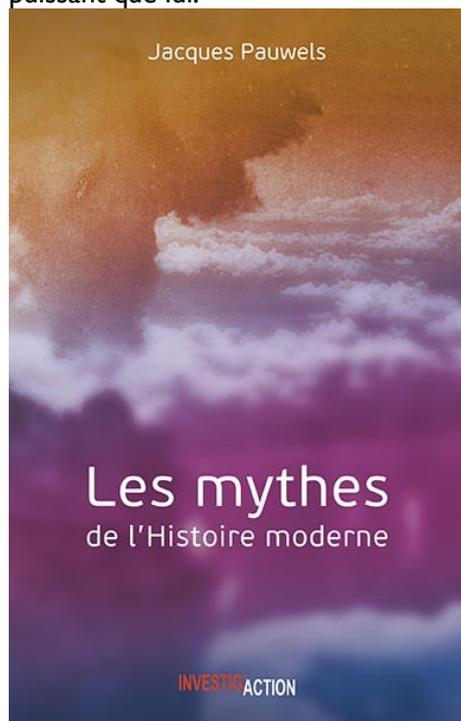
Grâce au pacte Ribbentrop-Molotov, l'Union soviétique a non seulement gagné un espace précieux, mais également un temps précieux, à savoir le temps supplémentaire nécessaire pour se préparer à une attaque allemande initialement prévue pour 1939 mais qui devait être reportée à 1941. Entre 1939 et 1941, des infrastructures très importantes, surtout des usines produisant toutes sortes de matériels de guerre, ont été transférées de l'autre côté de l'Oural. De plus, en 1939 et 1940, les Soviétiques ont eu l'occasion d'observer et d'étudier la guerre qui a sévi en Pologne, en Europe occidentale et ailleurs, et ainsi de tirer des enseignements précieux sur le style offensif moderne, motorisé et ultra-rapide de l'Allemagne, la Blitzkrieg. Les stratèges soviétiques ont appris, par exemple, que la concentration de la majeure partie des forces armées à des fins défensives à la frontière serait fatale et que seule une « défense en profondeur » offrait la possibilité d'arrêter le rouleau compresseur nazi. Ce serait, entre autres, grâce aux leçons tirées de cette manière que l'Union soviétique parviendrait – avec certes de grandes difficultés – à survivre à l'attaque nazie de 1941 et finalement à gagner la guerre contre ce puissant ennemi.

Pour permettre de défendre Leningrad en profondeur, une ville dotée d'industries d'armement essentielles, l'Union soviétique a proposé à la Finlande voisine à l'automne 1939 d'échanger des territoires, ce qui aurait déplacé la frontière entre les deux pays plus loin de la ville. La Finlande, alliée de l'Allemagne nazie, a refusé, mais via la « guerre d'hiver » de 1939-1940, Moscou a finalement réussi à réaliser cette modification de la frontière. À cause de ce conflit, qui constituait une agression, l'Union soviétique a été excommuniée par la Société des Nations. En 1941, lorsque les Allemands attaquèrent l'Union soviétique, aidés par les Finlandais, et assiégèrent Leningrad pendant de nombreuses années, cet ajustement de la frontière permettrait à la ville de survivre à cette épreuve.

Ce ne sont pas les Soviétiques, mais les Allemands qui ont pris l'initiative des négociations (3) qui ont finalement abouti au pacte. Ils l'ont fait parce qu'ils espéraient en tirer un avantage, un avantage temporaire mais très important, à savoir la neutralité de l'Union soviétique alors que la Wehrmacht attaquait d'abord la Pologne, puis l'Europe occidentale. Mais l'Allemagne nazie a également tiré un avantage supplémentaire de l'accord commercial associé au pacte. Le Reich souffrait d'une pénurie chronique de toutes sortes de matières premières stratégiques, et cette situation menaçait de devenir catastrophique lorsqu'une déclaration de guerre britannique, comme il fallait s'y attendre, allait conduire à un blocus de l'Allemagne par la Royal Navy. Ce problème a été neutralisé par la livraison de produits tels que le pétrole par les Soviétiques, stipulés dans l'accord. Il n'est pas clair à quel point ces livraisons ont été cruciales, en particulier les livraisons de pétrole : pas très important, selon certains historiens ; extrêmement important, selon d'autres. Néanmoins, l'Allemagne nazie a continué de dépendre dans une large mesure du pétrole importé des États-Unis, principalement par l'intermédiaire de ports espagnols, du moins jusqu'à ce que l'Oncle Sam entre en guerre en décembre 1941. Au cours de l'été 1941, des dizaines de milliers de chars, camions et autres engins de guerre impliqués dans l'invasion de l'Union soviétique étaient encore largement tributaires du carburant fourni par les trusts pétroliers américains.

Alors que l'importance du pétrole fourni par l'Union soviétique à l'Allemagne nazie est incertaine, il est certain que le pacte obligeait la partie allemande à faire de même en fournissant aux Soviétiques des produits industriels finis, y compris du matériel militaire ultramoderne, qui ont été utilisés par l'Armée rouge d'améliorer ses défenses contre une attaque allemande attendue tôt ou tard. C'était une source de préoccupation majeure pour Hitler, qui souhaitait dès lors lancer sa croisade anti-soviétique le plus rapidement possible. Il décida de le faire même si, après la chute de la France, la Grande-Bretagne était loin d'être comptée. Par conséquent, en 1941, le dictateur allemand devrait mener le genre de guerre qu'il espérait

éviter en 1939 grâce à son pacte avec Moscou, et il ferait face à un ennemi soviétique devenu beaucoup plus puissant que lui.



Staline a signé un pacte avec Hitler parce que les architectes de l'apaisement à Londres et à Paris ont rejeté toutes les offres soviétiques pour former un front commun contre Hitler. Et les apaisants ont refusé ces offres parce qu'ils espéraient qu'Hitler marcherait vers l'est et détruirait l'Union soviétique, tâche qu'ils cherchaient à faciliter en lui offrant un « tremplin » sous couvert de territoire tchécoslovaque. Il est pratiquement certain que, sans le pacte, Hitler aurait attaqué l'Union soviétique en 1939. Cependant, à cause de ce pacte, Hitler a dû attendre deux ans avant de pouvoir lancer sa croisade anti-soviétique. Cela donna à l'Union soviétique le temps et l'espace supplémentaires lui permettant d'améliorer ses défenses de manière à pouvoir survivre à l'attaque quand Hitler envoya finalement ses chiens de guerre à l'Est en 1941. L'Armée rouge subit des pertes terribles, mais parvint finalement à arrêter le Mastodonte nazi. Sans ce succès soviétique, un accomplissement décrit par l'historien Geoffrey Roberts comme « le plus grand fait d'armes de l'histoire du monde » (4), l'Allemagne aurait très probablement gagné la guerre, car elle aurait pris le contrôle des champs pétrolifères du Caucase, des riches terres agricoles de l'Ukraine et de nombreuses autres richesses de la vaste contrée des Soviets. Un tel triomphe aurait transformé l'Allemagne nazie en une superpuissance impensable, capable de mener même des guerres à

long terme contre quiconque, y compris une alliance anglo-américaine. Une victoire sur l'Union soviétique aurait donné à l'Allemagne nazie l'hégémonie sur l'Europe. Aujourd'hui, sur le continent, la deuxième langue ne serait pas l'anglais, mais l'allemand, et à Paris, les fashionistas se promèneraient dans les Champs-Élysées à Lederhosen.

Sans le pacte, la libération de l'Europe, y compris celle de l'Europe occidentale par les Américains, les Britanniques, les Canadiens, etc., n'aurait jamais eu lieu. La Pologne n'existerait pas ; les Polonais seraient des Untermenschen, des serfs de colons « aryens » dans un Ostland germanisé s'étendant de la Baltique aux Carpates ou même à l'Oural. Et un gouvernement polonais n'aurait jamais ordonné la destruction de monuments honorant l'Armée rouge, comme il l'a fait récemment, non seulement parce qu'il n'y aurait pas eu de Pologne et donc pas de gouvernement polonais, mais parce que l'Armée rouge n'aurait jamais libéré la Pologne et ces pays. Les monuments n'auraient jamais été érigés.

L'idée que le pacte Hitler-Staline a déclenché la Seconde Guerre mondiale est pire qu'un mythe, c'est un mensonge absolu. Le contraire est vrai : le pacte était une condition préalable à la bonne issue de l'Armageddon de 1939-1945, c'est-à-dire à la défaite de l'Allemagne nazie.

Jacques PAUWELS, 24 Août 2023 (Investig'Action)

Notes :

(1) NdT : remise au goût du jour par Trump

(2) NdT : contrairement à ce qui est aujourd'hui enseigné en France !

(3) NdT : également exaspérés par les attermoissements de Chamberlain à conclure un accord anglo-allemand réciproque

(4) Voir ses *contributions* sur le site <http://www.librairie-tropiques.fr/tag/geoffrey%20roberts/>

Retrouvez le livre de Jacques Pauwels sur notre boutique en ligne :

<https://boutique.investigaction.net/fr/livres/88-les-mythes-de-l-histoire-moderne-9782930827230.html>